



RÉSUMÉ DES TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE LA SCIENCE ET TECHNOLOGIE DE LA CLD ET DEUXIÈME CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE: 9-12 AVRIL 2013

La troisième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CST S-3) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD), avec la deuxième Conférence scientifique de la CLD, se sont tenues du 9 au 12 avril 2013, au Palais des Conférences internationales de Bonn, en Allemagne. Les participants à la deuxième Conférence scientifique de la CLD se sont concentrés sur le thème « Evaluation économique de la désertification, gestion durable des terres et résilience des zones arides, semi-arides et subhumides sèches », dans une série de quatre séances plénières, 33 séances de travail de groupes parallèles et deux séances de posters, qui étaient toutes organisées par le Forum de Davos sur les risques posés à l'échelle mondiale (GRF de Davos), en tant qu'institution chef de file agissant sous la direction du Bureau du CST.

La conférence scientifique a été intégrée au sein de la réunion du CST qui a tenu ses séances d'ouverture et de fermeture avant et après la conférence scientifique. Un groupe de contact à composition non limitée de la CST s'est réuni quatre jours durant pour rédiger une décision sur son ordre du jour, qui a porté sur: le travail du Groupe consultatif spécial d'experts techniques (GCSET) visant à affiner les indicateurs d'impact; l'examen des données scientifiques présentées par les pays touchés, durant le cycle de communication et d'évaluation des données; et les préparatifs de la 3^{ème} Conférence scientifique de la CLD, qui se penchera sur le thème « La lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (LCDDTS) au service de la réduction de la pauvreté et du développement durable: la contribution de la science, de la technologie et des savoirs et pratiques traditionnels ». Le CST a également pris note d'un résumé préliminaire de la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD, qui a été présenté par le Président du GRF de Davos.

350 participants, environ, se sont inscrits pour les réunions, dont près de la moitié appartenaient à la communauté scientifique. Les participants ont présenté des travaux de recherche sur les meilleures pratiques face aux phénomènes de

DDTS, documentant les efforts fournis par les propriétaires fonciers pour s'adapter aux changements, et proposant des méthodes d'évaluation des coûts et avantages de la gestion durable des terres.

Dans son allocution d'ouverture, Tarja Halonen, ex-présidente de la Finlande et présidente du Groupe sur la durabilité mondiale, a rappelé aux participants que la gestion durable des terres peut être l'un des outils les plus importants pour l'éradication de la pauvreté, et a mis les participants au défi d'envoyer un message fort qu'un monde sans dégradation des sols est possible, pour peu qu'on ait des objectifs concrets et un système de surveillance permettant de suivre les progrès. Tout au long de la semaine, les participants ont également souligné le besoin de mener des recherches plus ciblées liées à l'application des résultats discutés à Bonn aux questions auxquelles font face les décideurs aux niveaux local, national, régional et international.

Les comptes rendus des réunions seront transmis à la onzième session du Comité de la CLD chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 11), qui s'ouvre le 15 avril 2013, et à la onzième réunion du CST, qui se tiendra plus tard en 2013.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de la CLD	2
Compte-rendu de la CST S-3 et de la 2 ^{ème} Conférence scientifique	3
Séance d'ouverture de la CST S-3	3
La 2 ^{ème} Conférence scientifique de la CLD	4
Séance de clôture de la CST S-3	15
Brève analyse de la CST S-3 et de la 2 ^{ème} Conférence scientifique	17
Réunions à venir	19
Glossaire	20

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Wangu Mwangi, Keith Ripley et Lynn Wagner, Ph.D. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

BREF HISTORIQUE DE LA CLD

La CLD est la pièce maîtresse des efforts fournis par la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres dans les zones arides. La Convention a été adoptée le 17 juin 1994, et est entrée en vigueur le 26 décembre 1996. Elle compte aujourd'hui 194 parties. La CLD reconnaît les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification, ainsi que l'importance de la réorientation du transfert de technologie de manière à ce qu'il soit davantage axé sur la demande et sur l'implication des communautés locales dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. L'élément central de la CLD est l'élaboration de programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux, par les gouvernements nationaux, en collaboration avec les institutions des Nations Unies, les donateurs, les communautés locales et les organisations non gouvernementales (ONG).

NEGOCIATION DE LA CONVENTION: En 1992, comme requis par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté la résolution 47/188 appelant à la création d'un comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CIND). Le CIND s'est réuni à cinq reprises, entre mai 1993 et juin 1994, et a rédigé la CLD et quatre annexes d'application régionale pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, et la Méditerranée du Nord. Une cinquième annexe pour l'Europe Centrale et Orientale, a été adoptée lors de la 4^e Conférence des Parties (CdP 4) en décembre 2000. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de la CLD, entre janvier 1995 et août 1997, le CIND s'est réuni six fois pour entendre les rapports d'étape établis sur les mesures d'urgence pour l'Afrique, et les mesures intérimaires dans d'autres régions, et pour se préparer à la CdP 1.

LES CDP 1 À 10: La première CdP s'est réunie à Rome, Italie, du 29 septembre au 10 octobre 1997, et les délégués y ont, entre autres, sélectionné Bonn, Allemagne, comme lieu de résidence pour le Secrétariat de la CLD, et le Fonds international de développement agricole (FIDA) comme l'institution devant administrer le Mécanisme mondial de la Convention (MM).

La CdP 2, qui s'est réunie à Dakar, Sénégal, du 30 novembre au 11 décembre 1998, a invité les pays d'Europe centrale et orientale à soumettre à la CdP 3, un projet d'annexe de mise en application régionale. Pour la CdP 3, les parties se sont réunies à Recife, Brésil, du 15 au 26 novembre 1999, et ont approuvé, entre autres décisions, un protocole d'accord (PA) longuement négocié concernant le MM. La CdP 3 a également décidé de créer un groupe de travail spécial pour examiner et analyser les rapports présentés sur l'état d'avancement des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux, et pour tirer des conclusions et proposer des recommandations concrètes sur les nouvelles mesures à prendre dans le cadre de la mise en œuvre de la CLD.

La CdP 4 s'est déroulée du 11 au 22 décembre 2000, à Bonn, en Allemagne, réunion au cours de laquelle les délégués devaient, entre autres, adopter la cinquième annexe régionale pour l'Europe centrale et orientale, commencer les travaux du groupe de travail spécial chargé de l'examen de l'application de la Convention, lancer l'examen des modalités de la mise en place du CRIC, et adopter une décision au sujet de l'initiative

du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), permettant d'explorer les meilleures options concernant le soutien de la mise en œuvre de la Convention, par le FEM.

La CdP 5 s'est réunie du 1^{er} au 13 octobre 2001, à Genève, en Suisse, réunion au cours de laquelle les délégués, devaient, entre autres, établir le CRIC et appuyer une proposition par le FEM de désigner la dégradation des terres comme un nouveau domaine d'intervention en matière de financement.

La CdP 6 s'est tenue du 25 août au 6 septembre 2003, à La Havane, Cuba. Les délégués y ont, entre autres, désigné le FEM comme mécanisme financier de la Convention, décidé qu'un examen complet des activités du Secrétariat seraient entrepris par le Corps commun d'inspection (CCI), et demandé au Secrétariat de faciliter une étude de faisabilité chiffrée sur tous les aspects de la coordination régionale.

La CdP 7 s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, du 17 au 28 octobre 2005. Parmi leurs décisions, les délégués ont examiné la mise en œuvre de la Convention, élaboré un protocole d'accord entre la CLD et le FEM, et examiné les recommandations du rapport de l'évaluation effectuée par le CCI sur les activités du Secrétariat. La discussion sur les unités de coordination régionales s'est terminée sans l'adoption d'une décision et un groupe de travail intergouvernemental intersessions a été créé pour examiner le rapport du CCI et élaborer un projet de plan cadre stratégique décennal pour le renforcement de la mise en œuvre de la Convention.

La CdP 8 s'est réunie à Madrid, Espagne, du 3 au 14 septembre 2007, et a, entre autres, adopté une décision concernant le plan stratégique décennal (la Stratégie). Les délégués devaient également demander au Corps commun d'inspection de procéder à une évaluation du Mécanisme mondial pour présentation à la CdP 9. Les délégués à la CdP 8 ne sont pas parvenus, cependant, à s'accorder sur le programme et budget, et une session extraordinaire de la CdP s'est tenue au siège de l'ONU, à New York, le 26 novembre 2007, pour conclure cet article.

La CdP 9 s'est réunie à Buenos Aires, en Argentine, du 21 septembre au 2 octobre 2009. Les délégués y ont mis l'accent sur un certain nombre de points auxquels la Stratégie appelait et ont adopté 36 décisions portant sur des sujets tels que: les plans de travail quadriennaux et les programmes de travail biennaux du CRIC, du CST, du MM et du Secrétariat; l'évaluation du MM par le CCI; le mandat du CRIC; les modalités de fonctionnement des mécanismes de coordination régionale (MCR); la stratégie de communication; et le programme et budget.

La CdP 10 a eu lieu du 10 au 21 octobre 2011, dans la ville de Changwon, en République de Corée. Les délégués y ont adopté 40 décisions, traitant, entre autres, de la structure de gouvernance pour le MM, décision à travers laquelle, les parties ont convenu que la responsabilité et la représentation légale du MM sont transférées du FIDA au Secrétariat de la CLD. Une décision concernant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) a prié le Secrétaire exécutif de la Convention de se préparer activement à la CNUDD et d'y prendre part.

COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (CST): Le CST a tenu des réunions parallèles à chaque CdP, comme précisé dans la Convention. Sur recommandation de la CST 1, la CdP a créé un groupe spécial chargé de superviser la poursuite du processus d'arpentage des repères et indicateurs, et a décidé que la CST 2 examinera les liens entre les savoirs

traditionnels et modernes. La CST 3 a recommandé que la CdP désigne des groupes spéciaux sur les savoirs traditionnels et les systèmes d'alerte précoce. La CST 4 a soumis des propositions pour l'amélioration du travail du CST et la CST 5 a adopté des modalités visant à améliorer l'efficacité et l'efficacé du CST, notamment par la création d'un groupe d'experts. La CST 6 a poursuivi ses discussions sur, entre autres, l'amélioration de son efficacité et de son efficacité. La CST 7 a procédé à l'examen de la dégradation des terres, de la vulnérabilité et de la mise en valeur, entre autres questions. Et la CST 8 a décidé d'organiser les sessions futures sous forme de conférence à prédominance scientifique et technique, ce qui a conduit à la tenue de la première Conférence scientifique de la CLD à la CST 9.

La première session extraordinaire du CST (CST S-1) s'est tenue à Istanbul, en Turquie, en même temps que la CRIC 7, du 3 au 14 novembre 2008. Les deux jours de travail de la CST S-1 ont été consacrés à l'examen des préparatifs de la CST 9, des éléments de la Stratégie relatifs au CST, du plan de travail quadriennal du CST et du programme de travail biennal chiffré, et des avis devant être fournis au CRIC sur la mesure des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs stratégiques de la Stratégie.

La CST 9 s'est réunie en même temps que la CdP 9, réunion au cours de laquelle la 1^{ère} Conférence scientifique a été organisée pour examiner le thème « Surveillance biophysique et socio-économique et évaluation de la désertification et de la dégradation des terres, pour soutenir la prise des décisions dans le domaine de la gestion des terres et de l'eau ». La CST 9 a également élaboré des décisions concernant l'évaluation de l'expérience de la 1^{ère} Conférence scientifique et l'organisation d'une 2^{ème} Conférence scientifique sur le thème « Evaluation économique de la désertification, de la gestion durable des terres et de la résilience des zones arides, semi-arides et subhumides sèches ». En outre, le CST a recommandé deux indicateurs: la proportion de la population des zones touchées vivant au-dessus du seuil de pauvreté et l'état de la couverture végétale, en tant que sous-ensemble minimal requis d'indicateurs d'impact pour les rapports des pays touchés, à partir de 2012.

La CST S-2 a eu lieu du 16 au 18 février 2011, à Bonn, en Allemagne, et a examiné, entre autres choses, l'état d'avancement des travaux sur les méthodologies et les seuils de référence pour l'utilisation efficace du sous-ensemble d'indicateurs d'impact et leur application sur les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie.

La CST 10 s'est déroulée parallèlement à la CdP 10, et les décisions élaborées pour la mise en place de deux groupes de travail spéciaux: l'un pour poursuivre le processus itératif participatif de l'affinement des indicateurs d'impact et du suivi et de l'évaluation des impacts, et l'autre, pour examiner les options pour la fourniture d'avis scientifiques à la CLD.

COMPTE RENDU DE LA CST S-3 ET DE LA 2^{ÈME} CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE

SEANCE D'OUVERTURE DE LA CST S-3

Mardi matin, 9 avril 2013, le président du CST, Antonio Rocha Magalhães (Brésil), a ouvert la troisième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CST S-3) de la CLD, soulignant que son travail sera important pour faire de la CLD une autorité scientifique et technique mondiale sur les questions de DDTS et en particulier celle des indicateurs

d'impact. Le secrétaire exécutif de la CLD, Luc Gnacadja, a dit que l'évaluation scientifique de la valeur socio-économique des terres devrait contribuer à motiver les décideurs à prendre des décisions éclairées menant à un monde à zéro dégradation des sols (ZDS).

La CST S-3 a adopté l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux (ICCD/CST(S-3)/1/Rev.1) sans amendement, et a ensuite introduit deux points de l'ordre du jour: l'examen et l'évaluation des données scientifiques fournies par les Parties et autres entités déclarantes et, en particulier, des indicateurs d'impact; et le remaniement du fonctionnement du CST, de manière compatible avec le plan stratégique décennal, en vue de renforcer la mise en œuvre de la Convention, y compris la préparation de la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD.

Mardi matin, le Secrétariat de la CLD a introduit l'examen et l'évaluation des données scientifiques fournies par les Parties et autres entités déclarantes (ICCD/CRIC/(11)/8-ICCD/CST(S-3)/6 et Corr.1), signalant que 71 pays seulement, soit environ 42% de l'ensemble des pays touchés, ont fourni des données, que beaucoup n'ont pas fourni des données quantitatives et que la qualité des données et le niveau de comparabilité ne permettaient pas de présenter des conclusions statistiquement significatives. Pour examiner plus avant ce point de l'ordre du jour, le président du CST, Magalhães, a indiqué que la réunion du Bureau, du 8 avril 2013, avait proposé la création d'un groupe de contact à composition non limitée. L'Union européenne (UE), les Etats-Unis, la Jordanie, l'Afrique du Sud et l'Argentine ont déclaré être préoccupés par la nécessité d'équilibrer le travail du groupe de contact et la participation à la conférence scientifique et à ses manifestations parallèles. L'Afrique du Sud, l'Érythrée, l'Inde et l'UE ont souligné que le groupe de contact devait se concentrer sur les questions de savoir pourquoi le taux de communication des données est faible et comment y remédier. L'UE, la Suisse, l'Argentine et l'Érythrée ont fait état de difficultés à répondre au questionnaire concernant les données scientifiques. Le Comité a constitué le groupe de contact avec Amjad Virk Tahir (Pakistan) comme président.

Le président Magalhães a présenté les documents ICCD/CST(S-3)/2 and ICCD/CST(S-3)/3, concernant le processus préparatoire de la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD entre juin 2011 et octobre 2012. Après avoir rappelé les circonstances qui ont conduit à un changement de lieu et dates de la conférence, passant de février 2013 à Fortaleza, au Brésil, à avril 2013, à Bonn, en Allemagne, le président Magalhães a fourni une mise à jour orale des développements survenus depuis novembre 2012, vu que le document avait été élaboré sur la base des dates originales. Il a mis en exergue les efforts déployés par le Secrétariat, le GRF de Davos et les 46 affiliés institutionnels de la 2^{ème} Conférence scientifique, pour communiquer le changement de lieu et dates, s'assurer que les scientifiques ont soumis de nouveau leurs inscriptions, et attirer de nouveaux participants. Il a signalé qu'un total de 177 scientifiques avaient confirmé leur participation, et que la répartition régionale comme suit: 35 scientifiques issus d'Afrique, 29, d'Asie, 36, d'Amérique latine et Caraïbes, 69, d'Europe occidentale et autres pays, et 8, d'Europe de l'Est. Il a, en outre, noté que le format de la conférence n'a pas changé et qu'elle comprendra quatre séances plénières, plusieurs séances parallèles, ainsi que des séances de posters et des ateliers, et des cérémonies d'ouverture et de clôture. Le président Magalhães a ensuite présenté le programme de la 2^{ème} Conférence scientifique et les principaux documents

qui y seront abordés, dont deux livres blancs, des documents d'information générale, et des stratégies de collecte de fonds et de communication.

Dans le débat qui a suivi, le Mexique, soutenu par l'Afrique du Sud, l'UE, l'Argentine et d'autres, a salué les efforts visant à créer un organe scientifique crédible pour soutenir le CST. Tout en prenant note de la représentation régionale plus équilibrée par rapport à la 1^{ère} Conférence scientifique, l'Argentine a souhaité en apprendre davantage sur le processus de sélection pour la participation aux comités d'organisation et consultatif. Suite à une question de l'Afrique du Sud sur la manière de garantir l'indépendance scientifique de la Conférence, l'Argentine a souligné que l'affiliation des pays des scientifiques devrait être explicite, sachant que la conférence se déroule sous les auspices du CST. L'Inde et la République de Corée ont appelé à une analyse claire des problèmes rencontrés dans le processus préparatoire aux fins de s'assurer de l'amélioration de l'organisation des conférences à venir.

Plusieurs délégués ont exprimé l'espoir de voir, malgré les problèmes des rapports, la CST-3 être en mesure de proposer des résultats pertinents en matière de politiques, pour aider les pays et les régions à faire meilleur usage des données. L'Erythrée, le Népal, la Jordanie et d'autres ont appelé à davantage de soutien en faveur des pays en développement participants, et à des ateliers consacrés au renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et régional, pour aider les pays à comprendre le processus de communication des données. Se félicitant de la concentration sur « moins de politique et plus de science » dans les débats, l'UE a soutenu la poursuite du processus spécial visant à affiner les indicateurs, et a appelé au renforcement des liens avec les autres Conventions de Rio, la Semaine mondiale des sols et d'autres initiatives, en vue de renforcer l'interface science-politique.

D'autres contributions ont souligné, entre autres: le besoin de davantage de transfert de technologies; l'apprentissage des pratiques d'adaptation au changement climatique; l'investissement dans le renforcement des capacités de recherche pour les scientifiques des pays en développement; l'adoption d'une approche pilote pour l'affinement de la méthodologie à suivre en matière d'élaboration des rapports, avant de l'élever au niveau national; et l'établissement d'un lien entre la connaissance moderne et le savoir traditionnel. Répondant aux questions soulevées, le Secrétariat a précisé qu'un expert indépendant a été recruté pour procéder à l'évaluation de la 2^{ème} Conférence Scientifique, et a informé les délégués que l'organisation de la prochaine conférence inclurait un appel ouvert aux scientifiques.

Walter Ammann, président du GRF de Davos, a présenté la documentation d'information générale, dans son rôle d'organisateur de la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD. Il a signalé que deux livres blancs avaient été élaborés pour la conférence, sous l'intitulé « Répercussions économiques et sociales de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse » et « Coûts et avantages des politiques et pratiques de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse ». Un « Aperçu général des documents de travail élaborés pour la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD » (ICCD/CST (S-3)/3) résume les livres blancs.

Au cours du débat, les délégués au CST ont souligné le besoin d'aborder entre autres thèmes: l'impact des émissions de carbone sur la production alimentaire; la récupération et la stabilisation; les manifestations météorologiques catastrophiques; la voie

à suivre pour passer du mesurage à des politiques concrètes; l'interface entre les données scientifiques et des acteurs tels que les propriétaires et les exploitants des terres; et les liens entre la terre, l'eau et la végétation.

Le président du CST, Magalhães, a indiqué que les membres du Bureau ont été sélectionnés par la dixième réunion du CST, comme suit: Jean Ndembo Longo (République démocratique du Congo), Amjad Virk (Pakistan), Yuriy Kolmaz (Ukraine), et Nicholas Hanley (UE). Magalhães a signalé aussi que Nicholas Hanley avait été choisi comme rapporteur, mais qu'il n'était plus en mesure de siéger au Bureau du CST. Le CST a accepté le remplacement de Hanley par Stefan Sommer, qui fera fonction de rapporteur.

LA 2^{ÈME} CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE LA CLD

Le président du CST, Magalhães, a ouvert la 2^{ème} Conférence Scientifique de la CLD, le mardi après-midi 9 Avril 2013. Le Secrétaire exécutif de la CLD, Gnacadja, a souligné la nécessité, pour les scientifiques, d'aider le monde à comprendre que l'investissement dans la gestion durable des terres (GDT) est un investissement intelligent. Il a encouragé la conférence à fournir des recommandations pratiques et traduisibles en politiques pour la prochaine CdP. Le président du GRF de Davos, Ammann, a appelé les scientifiques à fournir des orientations pour une approche de gestion active des risques, de prévention, de préparation et de réactivité, intégrant toutes les parties prenantes. Il a encouragé la fourniture d'idées innovantes et transversales, et d'un dialogue transdisciplinaire apte à produire des solutions plus intégrées.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Tarja Halonen, présidente de la Finlande et ex-présidente du Global Sustainability Group, a suggéré que la GDT peut être l'un des outils les plus importants pour l'éradication de la pauvreté. Elle a encouragé, entre autres: la concentration sur l'agriculture durable; l'analyse de la façon d'utiliser la gestion durable des forêts pour l'atténuation de la dégradation des sols et pour la mise en valeur des terres dégradées; et la fourniture de cas de réussites concernant l'autonomisation efficace des femmes à travers l'agriculture durable et la gestion durable des terres. Elle a signalé que les documents de la conférence montraient que les coûts de la GDT sont inférieurs aux coûts de l'inaction et que la prévention est moins coûteuse que la réhabilitation. Elle a encouragé la conférence à émettre un message fort affirmant qu'un monde sans dégradation des terres est possible, pour peu qu'on ait des objectifs concrets et un système de surveillance permettant de suivre les progrès accomplis.

SÉANCE PLÉNIÈRE: Impact économique et social de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse: Cette séance plénière était présidée par Anneke Trux, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne. Dans son exposé intitulé « De meilleures preuves pour de meilleures politiques », Stefan Schmitz, ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), a souligné qu'une utilisation plus efficace des connaissances, à travers l'adoption d'approches d'intégration aux niveaux politique et académique est le seul facteur important dans la lutte contre la vulnérabilité et le renforcement de la résilience.

Edward Barbier, Université du Wyoming, Etats-Unis, a souligné les liens étroits qui existent entre la pauvreté rurale et la dégradation des terres, signalant que 25% de la population mondiale vit sur des terres dégradées fragiles. Il a souligné

qu'une nouvelle stratégie est nécessaire pour lutter contre le piège de la pauvreté liée à l'environnement auquel sont confrontés les pauvres « sans ressources » en milieu rural et pour: améliorer l'accès au crédit, à l'assurance et à la terre; la création d'opportunités d'emplois non agricoles; et l'intégration des pauvres dans les paiements des services écosystémiques. Joachim von Braun, directeur du Centre de recherches pour le développement (ZEF), Allemagne, a présenté un cadre d'action alternatif pour le renforcement de la résilience aux impacts économiques et sociaux des DDTs, soulignant la nécessité de combiner les approches de prévention et de gestion des risques et celles d'assurance et de protection sociale.

Maria Laura Corso, ministère de l'environnement et du développement durable, Argentine, a parlé des efforts fournis pour la conduite d'évaluations socio-économiques de la désertification à l'échelle locale, de manière fondée sur l'application des méthodologies utilisées dans l'initiative de l'Évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA), en Argentine. Elle a indiqué qu'un effort participatif a été utilisé pour évaluer: le capital naturel; le capital productif et physique; les institutions, les politiques et les procédures; le capital social; le capital humain et la composition des ménages; et le contexte.

Pak Sum Low, Université de Kebangsaan, Malaisie, et auteur et éditeur coordonnateur du premier livre blanc sur « l'impact économique et social de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse », a présenté le Livre blanc. Il a indiqué que les estimations de coûts sont très variables et différents d'un pays à l'autre, et même au sein d'un même pays et que les estimations de coûts économiques indirects sont moins fréquentes, en raison de l'absence de données, alors que les estimations des impacts sociaux, telles que l'augmentation de la pauvreté, sont entravées par le manque de données biophysiques et sociales, ainsi que de synergies entre ces impacts et les causes sociales profondes de la désertification. Entre autres suggestions, il a proposé l'adoption d'une mise en valeur nette des terres dégradées cibles, en guise de concept plus positif et plus actif que celui de zéro dégradation des terres.

Lindsay Stringer, Université de Leeds, Royaume-Uni, a passé en revue les recherches menées dans plusieurs pays africains pour la détermination des mesures d'adaptation qui sont utilisées lorsqu'une population souffre de la dégradation des terres. Elle a souligné que le soutien politique est souvent positif dans des conditions météorologiques et conditions climatiques moyennes, mais qu'il peut conduire à une vulnérabilité accrue en période de sécheresse. Elle a appelé à des approches interdisciplinaires et participatives, à travailler à différentes échelles, et à regarder dans des directions nouvelles et multiples.

Répondant aux questions de la salle, les conférenciers ont souligné la nécessité: d'un ciblage précis des interventions; de la lutte contre la volatilité des prix aux fins d'encourager les investissements dans la GDT par les producteurs pauvres; d'un investissement dans la recherche et développement en vue d'améliorer la productivité; et d'institutions locales fortes pour l'amélioration de la gestion des ressources productives de la communauté.

Coûts et avantages des politiques et pratiques de lutte contre la dégradation des terres et la sécheresse dans les zones arides:

Lene Poulsen, Karl développement international, Danemark, a présenté le deuxième Livre blanc, intitulé « Coûts et avantages

des politiques et pratiques de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse », qui englobe ses recommandations de concentrer les recherches futures sur: la modélisation de la relation dynamique entre les éléments du système des zones arides; les boucles de rétroaction; les indicateurs de résilience; la détermination des seuils potentiels; l'identification des goulets d'étranglement rencontrés dans les évaluations de la résilience des systèmes des zones arides; le rôle des facteurs socio-économiques et politiques qui façonnent l'impact économique; un suivi, une organisation et une planification efficaces de la gestion de la résilience; la cascade de l'incertitude; et la gestion des risques de sécheresse.

Cesar Morales, Université du Chili, a donné un aperçu des différentes études soutenues par la GIZ et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'exploration des coûts de l'action et de l'inaction face aux phénomènes de DDTs dans la région Amérique latine et Caraïbes. Affirmant « qu'il est toujours possible de trouver des données », il a souligné la façon dont le projet a contribué à l'apport d'idées politiques nouvelles en intégrant les données géo-référencées et l'analyse économétrique avec la validation au niveau du terrain.

Hannah Behrendt, Banque mondiale, a parlé du Système de comptabilité économique environnementale (SCEE), adopté comme norme internationale en 2012, en tant que méthodologie souple pour l'intégration de la comptabilité économique et environnementale et du rôle du partenariat mondial de la comptabilité de patrimoine et de l'évaluation des services écosystémiques (WAVES0 dans le pilotage des comptes écosystémiques du SCEE pour soutenir la mise en application et l'élargissement.

Richard Thomas, Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), a présenté une analyse de la prise de décision dans le domaine de la gestion durable des terres, et a conclu qu'il est besoin: d'une méthodologie harmonisée qui réduit la confusion par rapport aux différentes méthodes utilisées qui donnent des valeurs différentes; de méthodes qui conviennent aux cadres et conditions institutionnels, économiques, politiques et environnementaux nationaux; de beaucoup plus d'études de cas pour tester les méthodes; et d'un renforcement des processus décisionnels.

Dans le débat, le représentant d'une ONG a souhaité en savoir davantage quant au rôle que pourraient jouer les ONG pour combler le fossé entre ceux qui « savent comment » (niveau local) et ceux qui « savent pourquoi » (les scientifiques). Thomas a fait remarquer que les groupes de recherche travaillent avec les ONG, et qu'il est aussi besoin d'impliquer le secteur privé à travers l'établissement de partenariats public-privé. Poulsen a signalé que stratégie de communication est souvent confondue avec stratégie d'information, et a mis en exergue l'importance de la première.

Les moteurs du changement et de l'accroissement de la résilience: Cette séance plénière était présidée par Michael Stocking, Groupe scientifique et technique consultatif du FEM (STAP). Maria Elena Abraham, Institut argentin de recherche sur les zones arides (IADIZA), Argentine, a souligné que les perceptions négatives des terres arides comme étant des terres marginales et fragiles ont contribué à l'adoption d'une politique axée sur l'agriculture irriguée, et a appelé à

un nouveau paradigme du développement durable, qui tient compte des possibilités offertes par les fortes capacités « de régénération et de subsistance » des écosystèmes des zones arides.

Dennis Garrity, Ambassadeur aux zones arides de la CLD, a qualifié les liens entre la sécheresse, la dégradation, la pauvreté et l'insécurité de l'environnement de « parfait ouragan de défis » ayant des implications mondiales. Il a mis en exergue les pratiques réussies de régénération naturelle gérées par les agriculteurs en Afrique, dont, notamment, l'agroforesterie, pratiques qui, selon lui, offrent des points d'entrée pour la création de systèmes de subsistance plus productifs et plus résilients à la sécheresse, à une échelle importante.

Mohammed Sessay, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), citant l'exemple du tourisme dans la nature sauvage des zones arides au Kenya, a déclaré que les terres arides devraient être évoquées en termes d'opportunités et de ressources, et pas uniquement en fonction des problèmes qui y sont posés. Il a suggéré que le défi à relever réside dans la gestion de cette ressource de manière appropriée et consiste à veiller à ce que les revenus générés soient utilisés pour faire face aux défis des zones arides.

Ephraïm Nkonya, International Food Policy Research Institute (IFPRI), a parlé des moteurs de l'évolution des terres cultivées dans les pays pauvres de l'Afrique sub-saharienne, évoquant des facteurs tels que la sécurité foncière, la recherche et développement dans le domaine de l'agriculture, le temps que prend le parcours vers les zones urbaines, la vocation des terres et l'efficacité de l'administration. Il a souligné que la sécurité foncière et l'accès aux marchés favorisent l'intensification de l'utilisation des terres pour les cultures, mais que l'aptitude des terres a tendance à réduire l'expansion des terres cultivées.

Parmi les points soulevés dans le débat qui a suivi, il y a lieu de citer le besoin: d'établir une distinction entre la sensibilité des zones arides et de leur fragilité; de mener une recherche sur la corrélation entre l'analphabétisme des femmes et la dégradation des terres; et de garder à l'esprit la nécessité de bien espacer les arbres pour l'utilisation de systèmes agricoles mécanisés dans les projets d'agroforesterie établis sur les terres agricoles dégradées.

Stratégies et Politiques pour les niveaux local, national, régional et international: La séance était présidée par Jonathan Davies, Global Drylands Initiative, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Debalkew Berhe, Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), a souligné le travail de l'Initiative de l'IGAD sur la résilience aux catastrophes de la sécheresse et la durabilité, qu'il a présenté comme étant un partenariat renforcé établi dans les pays d'Afrique orientale et de la Corne africaine, qui vise à faire passer la focalisation sur les secours d'urgence à une concentration sur la résilience aux sécheresses, en plaçant l'accent sur: la gestion des ressources naturelles, les moyens de subsistance et les services sociaux de base, la prévention des risques de catastrophe dans les zones pastorales, la recherche et la gestion des connaissances, le transfert de technologies et la prévention des conflits.

Chris Reij, Université libre d'Amsterdam, Pays-Bas, a parlé de la « révolution verte » en cours dans les zones arides africaines, qui est entraînée par la régénération naturelle des espèces d'arbres autochtones, et soutenue par l'adoption

généralisée des pratiques de GDT par les agriculteurs locaux. Affirmant qu'aucun programme de reboisement dans le monde ne saurait égaler l'impact obtenu au Niger, pays où cinq millions d'hectares de terres ont fait l'objet d'un reverdissement en 20 ans, il a souligné la nécessité de surmonter un certain nombre d'obstacles politiques et institutionnels en vue de consolider cet acquis. Parmi les obstacles cités: la perception de l'agroforesterie par les décideurs politiques comme étant « trop simple et de coût trop faible » pour conduire la modernisation agricole; l'absence d'un « cadre institutionnel » pour l'agroforesterie au sein des ministères et des budgets traditionnels; la limite des capacités au sein des institutions locales pour gérer le nouveau capital; et l'insécurité foncière. En conclusion, il a souligné que l'agroforesterie est non seulement le pilier de l'agriculture dans les zones arides et les régions sub-humides, elle est « la seule option viable ».

Christina Seeberg-Elverfeldt, BMZ, a indiqué que les stratégies et politiques de lutte contre les phénomènes de DDTs nécessitent des approches multi-niveaux. Elle a souligné que les évaluations économiques constituent des contributions vitales à la conception des politiques de GDT, et a parlé du rôle de l'Initiative de l'Economie de la dégradation des terres (ELD). Elle a parlé de la nécessité d'exploiter les liens et les synergies entre les approches du changement climatique, de la biodiversité, de la désertification, de la sécurité alimentaire et du développement rural. Elle a souligné le soutien apporté par la coopération allemande pour le développement, dans le domaine de l'élaboration de politiques liées à la GDT.

François Tapsoba, FAO, a parlé du développement de l'initiative de la Grande Muraille Verte dans la région sahélo-saharienne, précisant qu'il s'agit d'une mosaïque de programmes de développement intégré permettant aux pays participants de mettre en place un environnement favorable comprenant: la participation des parties prenantes, la création d'un cadre politique et d'un mécanisme de gouvernance; une réforme des lois; le renforcement des capacités; et la création d'un financement durable non dépendant de l'aide extérieure.

Mohammed Bakarr, FEM, a souligné la nécessité d'adopter des cibles spatiales et temporelles pour la GDT, qui même si elles ne sont pas entièrement atteintes ont pour effet de forcer la collaboration et le dialogue. Il a préconisé l'adoption d'indicateurs qui peuvent être ventilés à des échelles multiples. Il a fait état des progrès accomplis par la CLD dans l'élaboration des indicateurs et des rapports, la qualifiant de référence pour d'autres grandes conventions. Il a mis en exergue l'appui apporté par le FEM aux projets liés à la gestion durable des terres.

LES SEANCES D'EXPOSES: L'économie du changement d'utilisation des terres: Cette séance était modérée par Mark Schauer, GIZ, et Alisher Mirzabaev, ZEF, Allemagne. Luuk Fleskens, Université de Leeds, Royaume-Uni, a parlé de l'importance de la prise en considération de la variation spatiale des coûts d'investissement dans les technologies de GDT et de l'éloignement des marchés dans la détermination de stratégies et politiques appropriées de gestion durable des terres. Il a encouragé les institutions et les parties prenantes engagées dans des projets de GDT à tous les niveaux, à améliorer la documentation des coûts. Melisa Ljusa, Université de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, a parlé des changements d'utilisation des

terres et de l'érosion des sols en Bosnie-Herzégovine en tant que conséquences de la guerre et de transition socio-économique, décrivant la manière dont les migrations à grande échelle et le manque de données fiables et systématiques concernant l'offre et la demande ont contribué à la perte de terres agricoles.

Les bonnes pratiques en matière de GDT et les leçons apprises (Première partie): La séance était modérée par Mohamed Bakarr, FEM, et Hanspeter Liniger, Université de Berne, Suisse.

Dieter Nill, GIZ, a présenté les enseignements tirés de 20 années de gestion réussie d'un bassin versant dans le sud du Niger, attribuant le succès de la pleine participation des agriculteurs locaux dans l'application de pratiques de GDT peu coûteuse, au regroupement des actions entreprises au niveau des villages avec le soutien d'une planification et d'une exécution participatives, impliquant près de 100 villages à la fois, et au transfert progressif des responsabilités aux collectivités locales.

Karma Dorji Dema, ministère de l'agriculture et des forêts, Bhoutan, a décrit une étude nationale visant à recueillir des données pertinentes sur les conséquences économiques et sociales de la dégradation des sols, notamment par des glissements de terrain et des envasements en aval. Elle a parlé des principaux enseignements tirés comme étant le besoin d'adopter des approches axées sur les villages pour la détermination des cadres des mesures spécifiques à prendre, de procéder à une démonstration sur place des technologies et à veiller à une bonne communication à la fois avant et après la mise en application des technologies.

Eli Argaman, Station de recherche sur l'érosion des sols de Beny, Israël, a décrit une approche fondée sur le captage d'eau dans la vallée de Harod pour inverser la dégradation rampante des terres. Il a attribué le succès de la combinaison d'approches scientifique et sociale, à l'élaboration d'un plan de travail découlant d'un commun accord entre toutes les parties prenantes, et à la fourniture d'incitations aux agriculteurs investissant dans la GDT.

Pashupati Nath Koirala, ministère des forêts, Népal, a présenté une étude sur l'accès aux avantages tirés des ressources forestières communautaires, et a souligné la nécessité de mesures explicites contre « l'accapement des ressources par les élites » et de réduire la marginalisation des usagers forestiers de basse caste.

Mario Pérez Reinoso, Centre de recherche et services environnementaux, Cuba, a parlé des avantages économiques, sociaux et environnementaux des pratiques d'agroforesterie, et a souligné la nécessité d'approches multipartites pour l'élargissement de ces pratiques.

Les bonnes pratiques en matière de GDT et les leçons apprises (Partie 2): Cette séance était présidée par Anna Tengberg, Université de Göteborg, Suède. German Kust, Banque mondiale, a présenté l'expérience vécue et les leçons apprises dans les projets de GDT au Tadjikistan, telles que la nécessité d'une formation appropriée et opportune et le besoin de s'assurer que les parties prenantes sont pleinement conscientes du niveau des dépenses de fonctionnement qui seront nécessaires au maintien de l'investissement. Utkur Djanibekov, ZEF, Allemagne, a présenté un exposé sur la formation d'accords de coopération engageant les agriculteurs à se regrouper et à partager les avantages et les coûts d'un Mécanisme de Développement Propre (MDP) pour l'établissement de plantations d'arbres sur les

terres agricoles dégradées. Noel Maxwell Oettle, Environmental Monitoring Group, Afrique du Sud, a parlé d'interventions participatives paysannes dans le domaine de la GDT dans l'ouest de l'Afrique du Sud, qui ont amélioré les pratiques d'exploitation des terres en se basant sur le savoir, la culture et les traditions locales rattachées à des sources externes de technologie et d'innovation. Axel Paulsch, Institute for Biodiversity Network, Allemagne, a présenté le programme allemand de financement de la GDT qui soutient 12 projets scientifiques collaboratifs régionaux à travers l'élaboration de scénarios et modèles communs, fournissant une infrastructure de données liées à la géographie, synthétisant la science, intégrant les parties prenantes et assurant la sensibilisation et l'interface science/politique.

Nouvel Atlas mondial de la Désertification contribuant à l'estimation économique de la dégradation des terres: Cette séance spéciale a été organisée par la Commission européenne. Michael Cherlet, Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne, a expliqué que l'initiative d'élaborer un nouvel atlas mondial de la désertification est coordonnée conjointement par le CCR et le PNUE. Il a rappelé que le PNUE avait créé les deux premiers numéros de l'Atlas, en 1992 et 1997, et a précisé que le nouvel Atlas vise: à fournir une estimation de base de la désertification et de la dégradation des terres et les facteurs de causalité; à soutenir une approche holistique et globale des phénomènes de DDTS; et à améliorer la communication des données et des indicateurs utilisés.

Alejandro León, Université du Chili, a parlé des causes et conséquences économiques des évolutions démographiques, et a déclaré que le but de la recherche est de « socialiser » le cadre de l'Atlas, étant donné que les changements et les transitions survenant dans les indicateurs sociaux doivent être surveillés.

Graham Paul Von Maltitz, Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, Afrique du Sud, a déclaré que la perte d'arbres est généralement un signe de dégradation, que la plantation d'arbres est souvent une stratégie utilisée pour contrer la dégradation, mais qu'une augmentation du nombre d'arbres peut aussi être un signe de dégradation et comporter un coût économique. Il a qualifié les arbres exotiques envahissants de plus grande menace posée à la biodiversité en Afrique australe après le changement d'utilisation des terres, ajoutant que la densification des espèces ligneuses naturelles a aussi un impact. Il a précisé que ces aspects augmentaient la complexité des travaux de cartographie.

Pandi Zdruli, le CIHEAM Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, Italie, a évoqué des questions liées à l'agriculture et aux sols figurant dans l'Atlas. Il a souligné la nécessité de protéger les sols les plus fertiles, qui ne couvrent que 3% de la superficie terrestre de la planète, mais qui produisent plus de 40% de la nourriture mondiale, et a précisé que plus de 90% sont utilisés pour la production céréalière.

Vers un cadre analytique pour évaluer la valeur de l'action et de l'inaction face à la dégradation des terres: Les nouvelles perspectives et les nouveaux enjeux pour les politiques: Nicolas Gerber, Université de Bonn, Allemagne, a parlé d'un projet ZEF-IFPRI visant à élaborer des normes mondiales applicables à l'évaluation des aspects économiques de la dégradation des terres. Alessandro de Pinto, IFPRI, a présenté les efforts visant à mettre au point un nouvel outil permettant de prédire à l'avance la dégradation des terres. Ephraim Maduhu Nkonya, IFPRI, a parlé des enseignements qui peuvent être

tirés des pays pauvres et des zones où la terre est exploitée sans subir de dégradation, citant des exemples constatés en Afrique et en Mongolie. Alisher Mirzabaev, ZEF, Allemagne, a signalé que la recherche en Asie centrale suggérait qu'une application plus large de la GDT peut apporter de multiples avantages en termes de lutte contre la dégradation des terres, d'adaptation au changement climatique et d'amélioration des rendements et revenus agricoles.

Impacts économiques et sociaux: l'évaluation des phénomènes de DDTs à l'échelle locale: La séance était modérée par Alan Grainger, Université de Leeds, Royaume-Uni, et Lianyou Liu, Université Normale de Pékin, Chine.

Nisha Varghese, Indira Gandhi National Open University, Inde, a parlé des liens entre le développement humain et les phénomènes de DDTs dans la région occidentale sèche du Rajasthan. Signalant que l'expansion et l'intensification de l'agriculture sur des terres marginales y sont en train d'inverser les réussites enregistrées dans le domaine de la lutte contre les problèmes de DDTs, elle a mis en relief les principales priorités stratégiques, mentionnant, notamment, les voies et moyens d'évaluer les coûts environnementaux des interventions de développement, la promotion de pratiques durables dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, et la génération de davantage d'opportunités d'emplois hors secteur agricole.

Bernadette Dossou, Université d'Abomey-Calavi, Bénin, a présenté une étude de cas explorant les impacts des phénomènes de DDTs sur les moyens de subsistance des femmes des zones rurales, évoquant en particulier l'épuisement des plantes médicinales, du bois de chauffage et des matières premières utilisées dans les produits artisanaux et la production alimentaire, comme principaux impacts.

James Gambiza, Université de Rhodes, Afrique du Sud, a analysé les moteurs biophysiques et socio-économiques des phénomènes de DDTs, mettant en exergue les liens entre l'amélioration de l'accès aux aides sociales à l'ère post-apartheid et l'abandon de l'agriculture par les producteurs ruraux pauvres. Mettant en garde que la perception de terres non cultivées comme « vide » risquait de conduire à son appropriation pour d'autres usages, tels que la production de biocarburants à grande échelle, et d'exacerber la pauvreté et l'insécurité alimentaire, il a appelé à des solutions politiques qui reconnaissent la gamme complète des avantages sociaux et environnementaux provenant de la terre et à la récompense des propriétaires terriens pratiquant la GDT.

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont souligné la nécessité de réformer les subventions sociales en vue de favoriser la fourniture d'avantages à l'échelle communautaire, comme la restauration des écosystèmes dégradés, et une surveillance renforcée et biophysique pour éclairer les décisions concernant l'utilisation des terres.

Détermination et évaluation des services écosystémiques: Cette séance était co-présidée par Mélanie Requier-Desjardins, Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), France, et Nabil Ben Khadra, Observatoire du Sahara et du Sahel, Tunisie. Souphith Darachanthara, Centre pour la recherche forestière internationale, République démocratique populaire du Laos, a présenté une étude de cas sur l'utilisation des terres dans la province d'Oudomxay. Il a recommandé que l'expansion des plantations de maïs et de caoutchouc soit accompagnée de mesures d'atténuation environnementales visant à prévenir la dégradation des ressources en sols et en eau.

Joost Brouwer, Brouwer Environmental and Agriculture Consultancy, Pays-Bas, a examiné le rôle des terres humides dans les zones arides. Il a suggéré l'élaboration et l'application de programmes nationaux pour l'utilisation durable et la préservation des terres humides.

Sandor Szalai, Université Szent Istvan, Hongrie, a présenté un exposé sur l'élaboration d'un cadre pour l'analyse des coûts-avantages des actions d'adaptation au changement climatique, fondées sur l'écosystème dans la région des Carpates et a parlé des efforts visant à établir une base de données pour l'estimation de la valeur économique des services écosystémiques.

Evaluation économique et sociale des impacts des phénomènes de DDTs à l'échelle régionale/nationale: Cette séance était co-présidée par Niels Dreber, North West University, Afrique du Sud, et Leslie Elizabeth Torres, consultante, Danemark. Muyambi Benda Fortunate, Centre de prévisions et d'applications climatiques de l'IGAD (ICPAC), Kenya, a décrit le projet d'élaboration de l'Index cartographique de la dégradation des terres de l'ICPAC, projet couvrant les pays de l'IGAD, soit, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Ouganda. Il a expliqué que l'Index cartographique de la dégradation des terres cherche à déterminer les « points chauds » de la dégradation des sols, et les zones de développement socio-économique qui nécessitent une attention prioritaire. Alejandro León, Université du Chili, a parlé d'un projet visant l'estimation de la valeur économique totale de l'eau dans un bassin fluvial situé dans le désert d'Atacama. Il a expliqué que le projet a pour objectif d'aider les décideurs locaux à comprendre la volonté des agriculteurs, de l'agro-industrie et de l'industrie minière de payer pour maintenir la fourniture des services d'eau durant les longues périodes de sécheresse.

Approches communautaires en faveur de la GDT: Cette séance était modérée par Patrice Burger, Centre d'Action et de Réalisation Internationales (CARI), France, et Maria Elena Abraham, IADIZA, Argentine.

Charles Nyandiga, FEM, a évoqué les enseignements tirés des interventions communautaires de base, soutenues par le Programme des petites subventions du FEM, et a souligné que la restauration des terres dégradées nécessitait non seulement la prise en compte des savoirs autochtones, mais également la promotion de mécanismes pour la validation communautaire et l'apprentissage expérientiel.

Duygu Kutluay, Fondation turque pour la lutte contre l'érosion des sols, a souligné le rôle des ONG dans la réduction de la fracture entre les pratiques scientifique et politique, notamment, à travers: l'utilisation de leurs connaissances locales pour aider les scientifiques à déterminer de meilleurs thèmes de recherche; l'aide des parties prenantes à élaborer une "vision intégrée" des complexités opérationnelles dans différents contextes; et la diffusion des résultats de la recherche et le soutien de l'action de suivi.

Luzineide Dourado Carvalho, Université de Bahia, et Beatriz Azevedo Araújo, Université fédérale de Ceará, Brésil, ont parlé de deux initiatives de sensibilisation du public qui visaient à combattre les perceptions négatives concernant la valeur des écosystèmes des zones arides et des systèmes de subsistance dans le développement durable. Ils ont souligné le rôle des partenariats Université-ONG dans l'élaboration de nouveaux outils pédagogiques qui s'appuient sur les connaissances locales et qui renforcent les liens entre les écoles et leurs communautés.

Le carbone: un précieux avantage mondial de la GDT:

Mohamed Bakarr, FEM, a parlé des prêts accordés par le FEM au titre de la GDT. Il a indiqué que la GDT est une « procédure fondée sur la connaissance », qui intègre des thèmes tels que la terre, l'eau et la biodiversité. Il a mis en exergue: les avantages de l'investissement dans la GDT dont bénéficie la gestion des sols pour la sécurité alimentaire; le fait que les investissements dans la GDT apportent de multiples avantages et offrent des possibilités de synergies entre les zones d'intervention; que les options offertes en matière de gestion des sols présentent des défis ouvrant sur la gestion de compromis; et que la démonstration des avantages offerts par l'environnement nécessite des outils de suivi et de quantification des avantages carboniques.

Gérard Govers, Université de Louvain, Belgique, a parlé de la gestion du carbone organique du sol (COS) et de ses avantages globaux. Il a suggéré qu'une plus grande attention devrait être accordée: à l'élaboration de concepts tels que la saturation du COS, le suivi des stocks de COS et la collecte de plus amples renseignements sur la façon dont le changement climatique affecte les stocks de COS.

Eleanor Milne, Université du Colorado, Etats-Unis, a présenté le projet Carbon Benefits, un nouvel outil de suivi des avantages du carbone. Elle a indiqué que l'outil ne nécessitait qu'une connexion Internet et des données concernant les activités de gestion des terres et l'endroit où ils se produisent, et a ajouté que cet outil est adapté à l'utilisation dans des projets sans beaucoup de ressources pour le suivi et la communication des données relatives au carbone.

Annette Cowie, STAP du FEM, a précisé que la science du biochar est relativement nouvelle, la plupart des travaux ayant été publiés au cours des dix dernières années. Elle a mis en exergue les questions de durabilité, tels que la nécessité de piéger les émissions durant le processus de production, et a indiqué que des directives à ce sujet sont en cours d'élaboration. Michael Anthony Stocking, FEM, a modéré le débat, et a souligné la nécessité d'adopter des approches intégrées et multifocales de la zone, ainsi qu'une science ciblée.

Gestion durable des terres arides pour des services multiples: Possibilité d'établir un lien entre le stockage de carbone, les services des écosystèmes et les moyens de subsistance:

Cette séance spéciale était organisée par l'Université de Leeds, Royaume-Uni. Andrew Dougill, Université de Leeds, a décrit les enseignements tirés de la recherche en matière de gestion environnementale dans les zones arides africaines, qui peuvent contribuer aux triples gains offerts par la GDT, soulignant les rôles essentiels des institutions au niveau des communautés et des partenariats multilatéraux.

S'exprimant sur « l'énigme du carbone », Andrew Thomas, Université d'Aberystwyth, Royaume-Uni, a déclaré que les sols des zones arides ont une faible teneur en carbone organique, mais qu'ils constituent des systèmes biologiques uniques de piégeage du carbone qui pourraient continuer à soutenir les moyens de subsistance de millions d'éleveurs s'ils sont gérés de façon durable.

Henri Rueff, Université d'Oxford, Royaume-Uni, a parlé de perspectives politiques tirées d'une étude qui a exploré la question de savoir si le renoncement à des cultures, comme selon les principes d'évitement des émissions de la REDD+, pouvait faire avancer la GDT dans les prairies alpines fragiles des montagnes de l'Hindu Kush Himalaya du nord du Pakistan.

Signalant qu'en dépit de leur popularité, il n'existait aucune preuve convaincante que les paiements liés au carbone fonctionnent, il a appelé, à la place et lieu de cela, à une concentration sur la valorisation de la contribution globale apportée par le secteur de l'élevage aux services offerts par l'écosystème des zones arides.

Nicola Favretto, Université de Leeds, a analysé la contribution du *jatropa curcas*, une espèce d'arbre résistante à la sécheresse, dans la réduction de la pauvreté et la gestion durable des terres dans la région du Sahel. Tout en soulignant sa contribution à la sécurité alimentaire et énergétique si elles sont cultivées dans des systèmes agricoles mixtes de petite échelle, il a averti que le *jatropa* « n'est pas un produit miracle » et qu'un soutien adéquat aux agriculteurs est nécessaire pour un impact durable à grande échelle.

Nikolaus Kuhn, Université de Bâle, Suisse, a parlé des conclusions d'une étude de l'érodibilité du biochar tiré d'un sol sableux au Danemark, qui a montré l'existence d'une concentration accrue du carbone organique dans les sols érodés, s'il est enfoui profondément dans le sol.

Evaluation des mesures de lutte contre la désertification, quelles évaluations?: Le Comité scientifique français de la désertification (CSFD) a organisé cette session spéciale. Antoine Cornet, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)/CSFD, France, a déclaré que les points importants à prendre en compte dans l'évaluation comprennent le rôle collaboratif externe de la recherche dans l'évaluation.

Susana Bautista, Université d'Alicante, Espagne, a parlé du protocole intégré PRATIQUE, une méthodologie d'évaluation intégrée et participative des mesures prises dans le cadre de la gestion des zones arides. Elle a souligné la nécessité d'utiliser un ensemble commun d'indicateurs pour s'assurer de la comparabilité des cas, et d'y intégrer en même temps, les indicateurs qui sont pertinents pour chaque site.

Cesar Morales, Université de Santiago du Chili, a présenté un exposé sur le coût de l'inaction face aux problèmes de DDTS dans certains pays d'Amérique latine, dans le contexte des changements climatiques, et a parlé de considérations liées aux points de savoir quoi, pourquoi et comment mesurer.

Mélanie Requier-Desjardins, IAMM, France, a présenté un outil d'évaluation des projets de lutte contre la désertification, précisant que lorsqu'il est utilisé comme un processus d'évaluation, il génère des externalités positives locales en termes de renforcement des capacités locales et d'apprentissage collectif, entre autres.

Maya Leroy, AgroParis Tech, France, a présenté les orientations et le cadre d'évaluation applicables dans une approche « embarquée », et l'expérience de son utilisation pour évaluer un programme de gestion de l'environnement dans la vallée du Sénégal. Elle a indiqué que l'efficacité est liée à l'utilisation d'un ensemble très simple de niveaux de référence relatifs.

L'eau et la gestion durable des terres: Cette séance était modérée par Joost Brouwer, Brouwer Environmental and Agricultural Consultancy, Pays-Bas. Marie Keijzer, WeForest, Belgique, a souligné la nécessité d'élargir le débat politique au-delà du carbone, et de se pencher sur le rôle des facteurs microbiens dans l'ensemble du cycle hydrologique.

Anneke Trux, GIZ, Allemagne, a parlé des approches paysagères dans l'intensification des pratiques de GDT, soulignant que, malgré l'investissement initial élevé, les

techniques telles que les déversoirs d'épandage des eaux, les avantages touchent davantage de gens et peuvent durer plusieurs générations. Maksud Bekchanov, ZEF, Allemagne, a présenté une étude de modélisation pour évaluer les options de répartition de l'eau aux fins d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans le bassin de la mer d'Aral. Christoph Kuells, Université de Fribourg, Allemagne, a mentionné quatre principes à prendre en ligne de compte dans l'application des modèles économiques aux zones sèches: l'écohydrologie des terres arides est un processus lent; l'échelle est importante; les zones arides ont de solides mécanismes de rétroaction qui peuvent être utiles dans la gestion des écosystèmes; et, il est nécessaire d'équilibrer les cycles de l'eau et de soluté.

Youssef Sherief, SQU University, Oman, a présenté une étude sur les meilleures options offertes pour la gestion durable de l'atténuation des crues soudaines dans le bassin de Wadi Al-Khoud d'Oman qui a localisé les meilleurs sites pour les barrages de rétention des crues.

Grace Oloukoi, Lead City University, Nigeria, a présenté un index de données regroupées concernant la vulnérabilité de l'eau pour l'évaluation de la résilience à la rareté de l'eau au niveau micro au Nigeria. Christian Rumbaur, Université Bundeswehr de Munich, Allemagne, a présenté un projet de recherche sur la gestion durable des oasis fluviales le long de la rivière Tarim au nord-ouest de la Chine.

Harifidy Rakoto Ratsimba, Université d'Antananarivo, Madagascar, a parlé des contributions de la recherche à la compréhension des interactions biophysiques et humaines dans la GDT et dans la gestion durable des forêts à Madagascar.

Les changements catastrophiques dans les zones arides: Comment peut-on prévenir la dégradation des écosystèmes? Comment surmonter les difficultés pour une mobilisation réussie des Parties prenantes non-scientifiques:

Cette séance spéciale consacrée au projet CASCADE de l'UE était organisée par la Commission européenne. Susana Bautista, Université d'Alicante, Espagne, a présenté le projet, soulignant que son objectif est de comprendre les points de basculement qui peuvent, dans les écosystèmes arides, conduire à des pertes importantes en biodiversité et en services écosystémiques concomitants. Elle a indiqué que le projet est appliqué sur six sites dégradés dans la région méditerranéenne où les scientifiques cherchent à imiter les systèmes naturels aux fins de générer de nouvelles idées et connaissances pratiques pour une meilleure gestion des terres.

Luuk Fleskens, Université de Leeds, Royaume-Uni, a présenté une nouvelle méthode d'analyse du rapport coûts-avantages, mise au point par le projet qui intègre une modélisation GIS à haute résolution pour la prise en compte de la dimension environnementale lors de l'évaluation des impacts financiers de l'action ou de l'inaction.

S'appuyant sur des recherches menées dans le domaine de la gestion de l'environnement en Afrique australe, Andrew Dougill, Université de Leeds, a indiqué que l'absorption de la recherche est renforcée lorsque: les scientifiques communiquent les « bonnes nouvelles » de la GDT efficace au niveau local; des efforts sont déployés pour faire participer toutes les parties prenantes lors de l'explication des modèles d'impacts des changements de politique: et des directives pratiques fondées sur la recherche sont largement diffusées au niveau national et au niveau des districts pour encourager des changements positifs sur le terrain. Au sujet d'idées spécifiques pour le projet CASCADE,

Dougill a encouragé les équipes d'étude des sites à s'engager de manière active avec les décideurs politiques pour s'assurer que les idées locales soient diffusées à grande échelle.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont souligné l'importance de ne pas glorifier les connaissances locales, mais d'expliquer l'importance des bonnes pratiques en termes scientifiques. Au sujet du renforcement du rôle de la CLD dans le comblement du fossé entre les pratiques scientifique et politique, un contributeur a identifié le niveau régional comme étant le « chaînon manquant » et a appelé à mettre davantage l'accent sur le renforcement des groupes régionaux de partage des connaissances et sur l'amélioration de la coordination de l'action dans le domaine de la GDT.

L'adaptation aux changements climatiques et à la prévention des risques de catastrophes à travers la GDT: Hanspeter Liniger, Université de Berne, Suisse, a décrit un projet pilote mené au Tadjikistan pour l'adaptation au changement climatique par le biais de la GDT. Il a souligné l'importance de la collecte de données auprès des personnes vivant dans la zone touchée, puis de l'acquisition d'informations pertinentes auprès d'experts extérieurs. Il a mis en exergue la prise en compte des solutions locales et l'établissement d'une distinction entre les solutions nécessaires « dans le village, à proximité du village et hors du village ». Liniger a également présenté un projet pilote pour améliorer les connaissances disponibles dans le Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT) à travers des vidéos et de nouveaux médias.

Janie Rioux, FAO, a parlé de l'adaptation au changement climatique à travers la gestion durable des sols et des eaux, en se basant sur des expériences vécues en Afrique de l'Est. Elle a indiqué que le défi qui y est posé ne réside pas dans le manque de connaissances scientifiques ou locales, mais dans le manque de compréhension des contraintes spécifiques posées aux agriculteurs dans l'adaptation.

Jeffrey Herrick, Service de recherche agricole Département de l'Agriculture, Etats Unis (ARS USDA), a présenté une « approche générale de la gestion axée sur la résilience » fondée sur des travaux menés aux Etats-Unis, en Argentine et en Mongolie. Il a indiqué que la gestion axée sur la résilience reconnaît que le changement est inévitable et tente d'en pousser les trajectoires en vue d'éviter les changements indésirables, en particulier la perte d'options. Il a recommandé une répartition du paysage en zones, en appliquant des techniques de GDT différentes dans chaque zone, et la compréhension du point de savoir quelles techniques de GDT fonctionnent dans quels paysages, chaque approche devant être traduite à travers un contexte socio-économique d'abord.

Analyse des coûts et avantages de l'action et de l'inaction: Alessandro de Pinto, IFPRI, a présidé cette séance. Gudrun Schwilch, Centre pour le développement et l'environnement, Suisse, a présenté une analyse des données de WOCAT provenant de trois continents, concernant les coûts et avantages économiques des technologies de GDT. Alan Grainger, Université de Leeds, Royaume-Uni, a parlé de la comparaison entre les coûts et avantages nets de la restauration des sols et les coûts et avantages nets de la dégradation des terres. Susana Bautista, Université d'Alicante, Espagne, a présenté le protocole intégré PRATIQUE, une méthodologie pour l'évaluation des mesures de gestion prises dans les zones arides et les actions entreprises dans le cadre de la lutte contre la désertification, qui établit un lien entre l'évaluation de l'apprentissage social.

Jeffrey Herrick, ARS USDA, a présenté le Global Land-Potential Knowledge System (LandPKS), qui vise à utiliser l'Internet et les téléphones portables pour mondialiser l'accès au savoir et à l'information sur les potentialités des terres pour à la fois les gouvernements et les agriculteurs et relier les agriculteurs confrontés à des types similaires de défis, les uns aux autres.

Les phénomènes de DDTS et le changement climatique:

La séance était modérée par Annette Cowie, STAP. Laura Meza, FAO, Chili, a présenté les résultats préliminaires d'une évaluation bibliométrique des publications scientifiques sur l'agriculture et le changement climatique en Amérique latine. Elle a souligné la domination du Brésil dans la production scientifique, qui influence l'accent placé sur l'atténuation, et le leadership d'universitaires américains dans les publications communes. Elle a évoqué la nécessité de renforcer la collaboration scientifique et le renforcement des capacités dans les domaines de la vulnérabilité, de l'insécurité alimentaire et de l'adaptation.

Sarah Conradt, Swiss Federal Institute of Technology, a parlé de nouvelles méthodologies intégrées élaborées au Kazakhstan pour l'amélioration du pouvoir explicatif des données météorologiques en vue d'une meilleure productivité dans les régions semi-arides.

Catherine Gucciardi Garcez, Université de Brasilia, Brésil, a présenté les résultats préliminaires de quatre études de cas qui montrent l'écart entre les perceptions locales de la vulnérabilité et de l'étude scientifique des phénomènes climatiques. Elle a précisé que cela mettait en évidence la nécessité d'un engagement plus intense avec les communautés locales aux fins de s'assurer de la pertinence des projections climatiques pour la GDT.

Utkur Djanibekov, ZEF, Allemagne, a présenté les résultats d'un projet de reboisement du MDP en Ouzbékistan, qui a exploré le rôle des accords d'agriculteurs dans le traitement du risque de l'utilisation des terres et dans la réalisation de multiples avantages sociaux, économiques et de l'écosystème.

Au cours du débat qui a suivi, un participant a déclaré que la richesse des témoignages concernant l'amélioration de la productivité grâce à la GDT, examinés au cours de cette conférence scientifique de la CLD pourrait aider à combler les lacunes identifiées dans les ouvrages universitaires.

Les moteurs de la politique macroéconomique de la gestion des terres: Marc Stal, GRF de Davos, a modéré cette séance. Maria Elena Abraham, IADIZA, Argentine, a parlé du rôle de la politique macro-économique dans la province de Mendoza, en Argentine, où le ministère de l'irrigation « dispose d'un pouvoir plus important que celui du gouverneur local », la situation a évolué là où toute l'eau est utilisée dans une oasis irriguée, mais le reste du territoire n'a pas accès à l'eau. Leslie Torres, consultante, Danemark, a parlé des avantages d'avoir un index global et a décrit la façon dont il pourrait être élaboré et intégrer des concepts tels que l'approvisionnement alimentaire, la productivité des terres arables par hectare et le PIB par habitant. Sébastien Subsol, Comité permanent interétatique pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Burkina Faso, a présenté les travaux menés sur les solutions possibles pour une sécurité alimentaire durable, fondés sur la recherche menée dans le Sahel, projetant les effets que l'investissement aurait sur la sécurité alimentaire.

Les savoirs traditionnels liés aux phénomènes de DDTS

et à la GDT: Cette séance était modérée par Karma Dorji Dema, ministère de l'agriculture et des forêts, Bhoutan, et Luuk Fleskens, Université de Leeds, Royaume-Uni. Mina Esteghamat, Centre du développement durable (CENESTA), Iran, a parlé de stratégies d'adaptation réussies adoptées par les communautés pastorales de la confédération tribale d'Abolhassani dans le nord de l'Iran. Elle a cité entre autres bonnes pratiques: le stockage de l'eau, la réduction des effectifs du cheptel, l'allongement de la voie de migration et l'utilisation accrue des résidus de terres agricoles et des sous-produits agricoles, à travers des accords collectifs tels que celui du "pâturage sans limite" durant certaines périodes de l'année.

Soo Jin Park, Université nationale de Séoul, République de Corée, a parlé d'une nouvelle étude explorant la contribution des philosophies géographiques asiatiques, telles que le Feng Shui (Fung Su en Corée) pour éclairer les cadres conceptuels de la GDT. Il a précisé que l'une des contributions uniques du Fung Su est sa capacité à capter des formes spatiales tridimensionnelles qui peuvent aider à la classification des écosystèmes, et la conception d'approches "multi-échelles" fondées sur "l'auto-organisation", de gestion du paysage.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné l'existence des mêmes valeurs dans d'autres sociétés traditionnelles et ont fait observer que les contextes culturels diffèrent, mais que les principes sous-jacents du développement global équitable, tels que « donner à la nature le temps de récupérer », sont universels.

Vers un monde sans dégradation des terres: Passer de la science à la politique et à la législation: Le Secrétaire exécutif de la CLD, Luc Gnacadja, a présenté le texte figurant dans le document final de la Conférence de Nations Unies, de juin 2012, sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), texte qui appelle à un « monde sans dégradation des terres ». Il a indiqué que le résultat de Rio+20 apporte une nouvelle compréhension de la réalité des choses et que les phénomènes de DDTS touchent tous les pays. Jonathan Davis, UICN, a présidé la session qui a suivi, consacrée à ce thème.

Alan Grainger, Université de Leeds, Royaume-Uni, a parlé des défis posés à l'adoption de la cible zéro net dégradation des terres (ZNDT), a suggéré d'utiliser une approche en trois phases: d'abord, se concentrer sur la restauration des terres dégradées, travailler ensuite à réduire le taux de désertification, en commençant par un échelonnement des objectifs, enfin, s'accorder sur une année butoir pour la réalisation de la cible ZNDT. Lene Poulsen, Commission de l'UICN sur la gestion des écosystèmes, a parlé des aspects économiques de la résilience, qui, a-t-elle rappelé, est un processus continu et dynamique qui peut être favorisé par des interventions et des politiques. Mark Schauer, GIZ, Allemagne, a parlé des aspects économiques de l'objectif ZNDT en se fondant sur le travail effectué dans le cadre de l'initiative sur l'Economie de la dégradation des terres (EDT). Il a indiqué que l'analyse économique peut potentiellement faciliter la communication avec les décideurs publics et privés. Irene Heuser, Commission de l'UICN sur le droit de l'environnement, a présenté des options pour l'élaboration d'un accord mondial sur l'objectif ZNDT, options fondées sur les résultats de la recherche menée par l'UICN sur les cadres juridiques et institutionnels nécessaires à la gestion

durable des sols. Elle a résumé un projet de proposition d'un protocole sur la sécurité et l'utilisation durable des sols et la réalisation de l'objectif ZNDT.

Des délégués au CST issus de trois pays ont ensuite été invités à commenter la proposition. Jones Muleso Kharika, Afrique du Sud, a souligné qu'on ne peut pas gérer ce qu'on ne peut pas mesurer. Ho Joong Youn, République de Corée, a déclaré que si l'on parvenait à des objectifs mondiaux agréés, les investissements peuvent augmenter et la réalisation de l'objectif d'un monde sans dégradation des sols permettra d'améliorer le monde. Renato Jimenez Zuniga, Costa Rica, a déclaré que les gouvernements doivent donner à la question des sols, sa juste valeur, notamment à travers l'élaboration d'un traité sur les sols.

Khadija Razavi, CENESTA, Iran, a déclaré que des évaluations d'impact participatives seront nécessaires pour la réalisation de l'objectif ZNDT, et qu'il est besoin de renforcer les capacités des décideurs ainsi que celles des intervenants sur le terrain. Simone Quatrini, Mécanisme Mondial (MM), a souligné la nécessité d'expliquer et de traduire les résultats de Rio+20 en termes concrets, avec des paramètres et des outils pour sa livraison.

Sergio Zelaya, UNCCD, a déclaré que le meilleur scénario consiste en la mise en place d'un mécanisme international pour la mise en valeur des terres dégradées, et a suggéré de réaliser cela à travers: l'adoption d'un objectif de développement durable; l'élaboration du concept au sein des groupes d'experts relevant de la CLD; son intégration dans les plans d'action nationaux; l'adoption d'une décision de la CdP pour son intégration dans le programme, assorti d'un budget; et, l'engagement dans le processus de consultation sur le programme de développement post-2015.

Au cours du débat qui a suivi, un participant a déclaré que la CdP devrait appeler à un protocole. Un autre participant a souligné que l'objectif ZNDT exigerait de la communauté internationale d'établir une distinction entre la dégradation en cours et les efforts visant à y remédier, et de déterminer l'état des terres dégradées.

Relever les principaux défis mentionnés dans l'Évaluation économique de la désertification, la Gestion durable des terres et de la Résilience des zones arides et semi-arides et des terres sub-humides sèches: Vues des groupes de travail de DesertNet International: Elena Abraham, IADIZA, a modéré cette session. Richard Thomas, UNU-INWEH, a parlé du travail du Groupe de travail sur l'économie de la GDT de DesertNet International (DNI), qui cherche à analyser les décisions et les pratiques dans le domaine de l'utilisation des terres, en vue d'harmoniser les approches et méthodes d'évaluation économique de la dégradation des terres et de gestion durable des terres. Lindsay Stringer, Université de Leeds, Royaume-Uni, a expliqué le travail du Groupe de travail de DNI sur la sécurité alimentaire, faisant état de nombre de points communs entre les moteurs de l'insécurité alimentaire et ceux de la dégradation des terres. Richard Escadafal, Comité Scientifique Français de la Désertification, a présenté les travaux de l'Équipe spéciale de DNI sur les terres et les sols qui a utilisé des méthodes bibliométriques et la publication de données minières pour cartographier les principaux acteurs impliqués dans la recherche sur les terres et les sols. Michael Cherlet, JRC, Commission européenne, a parlé des efforts déployés par le Groupe de travail de DNI sur les données de base et le suivi nécessaires à

l'évaluation intégrée de la désertification et de la dégradation des terres, visant à analyser les conditions exigées et les options offertes pour la fourniture des données de base répondant aux besoins de l'évaluation de la désertification aux niveaux mondial et régional.

Les indicateurs des phénomènes de DDTs et la GDT:

Cette séance était modérée par Edith van Walsum, Centre for Learning on Sustainable Learning (ILEIA)-AgriCultures Network. Niels Dreber, Université de Hambourg, Allemagne, a décrit la manière dont les indicateurs du Protocole intégrés PRATIQUE ont été testés avec les acteurs locaux dans les pâturages du Kalahari, et ont permis le classement des différentes alternatives de restauration et des options de GDT. Il a indiqué que la méthodologie est un outil utile au comblement des lacunes actuelles dans l'évaluation systématique de la dégradation des terres et dans les actions de la gestion durable des terres et de combinaison du savoir local avec l'expertise scientifique.

Rachid Boukchina, Institut des régions arides, Tunisie, a parlé de l'élaboration d'indicateurs intégrés pour la surveillance des aspects biophysiques et socio-économiques des phénomènes de DDTs au niveau local. Il a indiqué que les données locales ont contribué à l'élaboration des premiers modèles du fonctionnement socio-économique des territoires dans les zones arides de la Tunisie.

Cristina Branquinho, Université de Lisbonne, Portugal, a présenté un projet visant à élaborer des indicateurs écologiques permettant d'anticiper les points de non retour éventuels dans la dégradation de la biodiversité, des services écosystémiques et du bien-être humain. Elle a signalé que des études de cas menées au Portugal et au Brésil ont permis de déterminer les groupes fonctionnels de végétation et lichens comme deux indicateurs d'alerte précoce à l'échelle mondiale, donnée qui pourrait être d'un grand apport aux travaux de l'ensemble des trois Conventions de Rio. Elle a également souligné le rôle du projet dans le renforcement des capacités des chercheurs à la fois des pays membres et des pays non-membres de l'UE, pour former des alliances mondiales aptes à améliorer les résultats, la portée et l'impact des politiques à l'échelle mondiale.

Méthodologies et outils pour l'évaluation des phénomènes de DDTs:

Jim Soo Park, Université nationale de Séoul, République de Corée, a modéré cette séance. Hanspeter Liniger, Université de Berne, Suisse, a parlé du rôle des projets de cartographie, tels que WOCAT et le projet de l'UE pour l'atténuation de la désertification et la mise en valeur des terres dégradées (DESIRE), dans la planification et l'intensification des interventions de GDT pour lutter contre la désertification, ainsi que dans le suivi de la dégradation et de la conservation des terres après la mise en œuvre du projet.

Liu Lian you, Université Normale de Pékin, Chine, a parlé de la répartition spatio-temporelle de la désertification, des tempêtes de sable et de poussière, des catastrophes du sable soufflé et de leurs influences et de la gouvernance des risques de catastrophe du sable soufflé, en Chine. Ashraf Ramadan, Institut koweïtien pour la recherche scientifique, a présenté un exposé sur l'utilisation de simulations en soufflerie pour l'élaboration de systèmes intégrés de contrôle des sables. Ismail Muhammad, Centre international pour le développement intégré des montagnes (ICIMOD), Népal, a parlé de la mise en place d'un mécanisme intégré pour la lutte contre la désertification des pâturages dans la région de Hindu Kush de l'Himalaya,

soulignant la nécessité de droits de pâturage et de responsabilités clairs, de la participation communautaire et d'une gestion adaptée des pâturages.

Modélisation intégrée des effets du climat sur l'alimentation et l'agriculture de l'échelle régionale à celle supranationale: Cette séance spéciale était organisée par le Johann Heinrich von Thünen Institute, Allemagne. Martin Bansa a présenté la modélisation du projet de l'agriculture européenne avec le changement climatique pour la sécurité alimentaire (MACSUR), menée par un réseau d'institutions de recherche dans 17 pays européens impliqués dans les cultures, l'élevage et les activités de modélisation des échanges. Il a précisé que le projet vise à élaborer des modèles globaux intégrés qui peuvent être adaptés pour une utilisation aux échelles régionale et nationale et au niveau des exploitations, et qu'il vise également à favoriser l'échange de connaissances et le renforcement des capacités des chercheurs des pays membres et des pays non membres de l'UE, dans le domaine de la modélisation intégrative.

Gabriele Dono, Université de la Tuscia, Italie, a parlé des évaluations économiques de l'impact de l'incertitude liée aux changements à court terme de la variabilité climatique dans les systèmes agricoles méditerranéens. Il a déclaré que le modèle aide les utilisateurs des terres et les décideurs à anticiper les ripostes possibles dans différentes conditions environnementales. Luciano Gutierrez, Université de Sassari, Italie, a décrit l'utilisation de la méthodologie de modélisation pour analyser et quantifier les impacts, à court et à long termes, des changements climatiques sur les prix du blé dans le monde, soulignant les possibilités d'étendre le modèle à d'autres denrées alimentaires et d'autres régions du monde.

Aranka Podhora, Leibniz Centre for Agricultural Landscape Research, Allemagne, a présenté une étude de cas sur l'application du modèle intégré au niveau local en Mongolie intérieure. Elle a souligné que les parties prenantes de la région ont identifié les fonctions environnementales et sociales et certaines fonctions économiques de l'utilisation des terres comme étant plus importantes, par rapport à l'accent placé sur les aspects des sciences naturelles dans la recherche internationale. Elle a conclu que cela démontre qu'il est besoin d'harmoniser les programmes de recherche locaux et internationaux pour répondre aux besoins locaux.

LES ATELIERS: Outils pratiques pour le suivi et l'évaluation des phénomènes de DDTs en vue des évaluations économiques: Dans cet atelier, organisé par l'USDA ARS, Jeffrey Herrick, USDA ARS, a souligné que le suivi à l'échelon local requiert des méthodes adaptées au contexte local et a partagé l'expérience vécue aux Etats Unis avec un certain nombre de méthodes de suivi de l'état des terres. Il a noté que durant, ces 70-80 dernières années, les Etats-Unis ont fait un meilleur travail dans le domaine de la protection des sols que dans celui de la protection de l'intégrité biotique, à cause des espèces exotiques envahissantes, dont certaines ont été plantées pour lutter contre l'érosion des sols. Il a fait état d'un certain nombre de systèmes d'accès aux données qui ont été mis en place pour permettre aux personnes sur le terrain d'accéder rapidement aux données normalisées, y compris par le biais des applications dont sont équipés les téléphones intelligents. Il a souligné que les LandPKS peuvent éclairer les décisions d'aménagement du territoire sur les endroits où le système

fonctionnera, les endroits où il pourrait fonctionner et les endroits où il ne fonctionnera pas, en se basant sur l'expérience vécue par d'autres dans des conditions similaires.

Action ES1104 de la COST: Restauration des terres arides et lutte contre la désertification: Configuration d'un centre névralgique de la mise en valeur des zones arides et des déserts: Cet atelier a été organisé par le réseau Action ES1104 de la Coopération européenne en science et technologie (COST). Benz Kotzen, Université de Greenwich, Royaume-Uni, a expliqué que 'Action ES1104' est un réseau de chercheurs visant à « créer un guichet unique » pour les données concernant la restauration des terres arides dégradées et la lutte contre la désertification. Pandi Zdruli, Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, Italie, a parlé du projet Torre Guateco mené dans la région italienne des Pouilles, qui montre qu'il est possible de fusionner le patrimoine culturel, la conservation de la nature, la protection de l'environnement et le développement agricole dans un projet de restauration. Christoph Jan Kuells, Université Albert-Ludwig, Allemagne, a expliqué les perspectives de l'application de l'éco-hydrologie dans la restauration du désert de Namibie. Alice Maria Rodrigues Nunes, Université de Lisbonne, Portugal, a parlé des avantages d'une approche fonctionnelle de la restauration de terres arides fortement dégradées dans le sud de l'Europe. Cristina Baranquinho, Université de Lisbonne, a parlé de l'application d'une perspective microclimatique pour la régénération naturelle de terres arides au Portugal, en utilisant des modèles combinant les principales espèces ciblées dans des zones spécialement choisies à l'aide des données géo-référencées du rayonnement solaire potentiel.

L'Initiative Economie de la dégradation des terres- Comblent le fossé entre les pratiques scientifique et politique – Plaidoyer pour la lutte contre la dégradation des sols par le biais de la valorisation des services écosystémiques: Cet atelier a été modéré par Mark Schauer, coordonnateur de l'initiative EDT. Après un court métrage de l'Initiative, intitulé "La valeur du sol", Emmanuelle Quillérou, UNU-INWEH, a expliqué la raison d'être, l'approche et la structure de l'initiative EDT, ses liens avec des initiatives complémentaires et les lacunes techniques, politiques et institutionnelles qu'elle a identifiées. Elle a indiqué que l'initiative EDT publiera trois rapports fin 2013-début 2014, ciblant, respectivement, les scientifiques, les décideurs politiques et le secteur privé. Stacey Noel, Stockholm Environment Institute, Suède, a parlé des plans du groupe de travail sur les options et les voies politiques. Makiko de Yashiro, PNUE, a parlé des plans du groupe de travail sur l'évaluation économique des options, qui établira différents scénarios de dégradation des terres à l'échelle mondiale, et qui déterminera ensuite une série d'interventions et de ripostes politiques et évaluera à la fois les avantages de l'action et le coût de l'inaction.

Intensification de la GDT: Quel est le chaînon manquant? Comblent le fossé qui sépare les pratiques scientifiques et politiques, Plaidoyer pour la cause par le biais de la valorisation des services écosystémiques: Cette séance spéciale a été organisée par le MM et co-modérée par Simone Quatrini, MM, et Edward King, rédacteur en chef de *Responding to Climate Change*. Quatrini a déclaré que la session présente des applications des théories et modèles discutés lors de la session sur l'ELD.

Lindsay Stringer, Université de Leeds, Royaume-Uni, a déclaré que les partenariats ont besoin d'avoir un but, que parmi les buts possibles pour les partenariats, on peut citer: combler les lacunes en matière de réglementation, les lacunes en matière de participation, les déficits de ressources, les lacunes dans le domaine de l'apprentissage, et les lacunes dans l'analyse nécessaire à la détermination des partenaires les mieux placés pour combler chacune de ces lacunes. Joanna Schild, Université libre d'Amsterdam, Pays-Bas, a présenté des preuves de la valeur économique des zones arides, sur la base d'une méta-analyse des services écosystémiques des zones arides. Elle a indiqué que les implications politiques comprennent la constatation que, dans les pays à faible revenu, la haute valeur des terres arides fonde leur importance pour ces pays.

Sakhile Kokekso, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, a parlé d'un rapport technique établi sur l'estimation de la valeur de la biodiversité des terres arides et sub-humides. Elle a souligné que le rapport présente une approche par étapes fondée sur l'approche de la valeur économique totale de l'Economie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB). Siv Oystese, MM, a identifié des outils pour l'implication du secteur privé dans la GDT, et a présenté un tableau comportant 14 mesures d'incitation et mécanismes fondés sur le marché, regroupés en quatre catégories: les systèmes de paiement public; la négociation ouverte dans le cadre d'un plafond ou d'un plancher réglementaire; les marchés privés auto-organisés; et l'éco-étiquetage.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres sujets, la concentration du secteur privé sur le risque, l'impact et la rentabilité, et la nécessité de partenariats public-privé.

L'agroécologie en tant qu'outil puissant pour le développement des zones arides: Chris Reij, World Resources Institute, Etats-Unis, a modéré cette session. Noel Maxwell Oettle, Environmental Monitoring Group, Afrique du Sud, a parlé d'une coopérative de rooibos en Afrique du Sud comme constituant un instrument de promotion de pratiques de production durables et de participation des agriculteurs à la recherche scientifique.

Patrice Burger, CARI, France, a présenté l'analyse, menée par son organisation, des pratiques agro-écologiques au Brésil, au Burkina Faso, à Madagascar, au Mali, au Maroc, au Niger et au Sénégal. Martial Bernoux, IRD, France, a expliqué comment la gestion du carbone des sols par des pratiques agro-écologiques peuvent aider à combattre à la fois le changement climatique et la dégradation des terres. Khadija Razavi, CENESTA, Iran, a présenté un projet de sélection participative mené en Iran, réunissant des scientifiques et des agriculteurs dans la gestion de variétés d'orge et de blé. Nathalie van Haren, Both ENDS, Pays-Bas, a parlé des politiques mises en place et des obstacles posés à l'utilisation de l'agro-écologie pour le développement des zones arides, appelant à davantage d'efforts, de la part des décideurs et des bailleurs de fonds, pour la mobilisation des parties prenantes et des institutions de la société civile dans l'élaboration des politiques et des programmes appliqués aux terres arides.

De la pratique à la politique agro-écologique: Combler les lacunes de la gestion des terres arides: Cet atelier était organisé par ILEIA-Réseau AgriCultures. Edith van Walsum, ILEIA-Réseau AgriCultures, a souligné les principes qui sous-tendent

les pratiques agro-écologiques et, notamment, la nécessité: de veiller à la santé des sols; de faire en sorte que les unités agricoles soient des systèmes intégrés et souples; de recycler les nutriments, l'énergie et l'eau, et d'utiliser des intrants externes seulement "en dernier recours"; d'englober la biodiversité aux niveaux génétiques, de l'exploitation et du paysage; et d'établir des liens entre les agriculteurs, les scientifiques et les praticiens, en tant que co-producteurs de connaissances concernant la GDT.

K. Prasad, AME Foundation, Inde, a fait observer que le chaînon manquant pour le comblement du fossé entre les pratiques scientifiques et politiques est un système de vulgarisation "empathique et participatif" capable de gérer les multiples besoins des petits exploitants. Il a souligné que cela nécessitera un changement fondamental des mentalités, ce qui ne sera possible que si le changement est "accompli sur le terrain", en travaillant directement avec les agriculteurs, notamment les jeunes en milieu rural, pour susciter leur enthousiasme et leur confiance en présentant un panier d'options répondant aux multiples besoins des agriculteurs.

Parlant des expériences vécues en Afrique occidentale en matière de comblement du fossé qui sépare la politique et la pratique, Bara Guèye, IED Afrique, Sénégal, a souligné la nécessité d'aider les communautés des pratiques efficaces menées par les agriculteurs par le biais de stratégies: établissant un lien entre des chercheurs innovateurs et les agriculteurs; sensibilisant les médias et, en particulier, les radios communautaires et autres chaînes médiatiques locales, à travers des visites de terrain; s'appuyant sur l'expertise des scientifiques pour présenter un "panier" de preuves aux décideurs politiques; et facilitant les interactions directes entre les décideurs, les autorités locales et les agriculteurs. Pour l'amélioration de l'environnement politique général, il a souligné qu'il est besoin d'accorder une attention au renforcement des capacités des institutions locales, de s'assurer de la sécurité foncière, de conférer à l'agroforesterie, des chaînes de valeur efficaces aptes à soutenir les moyens de subsistance et de créer une alliance multipartites favorable aux changements institutionnels à long terme.

Au cours du débat, les intervenants ont souligné les principaux défis à relever, tels que le taux élevé de roulement du personnel gouvernemental et le manque de motivation des agents de vulgarisation. D'autres ont souligné le rôle de facilitateurs dans la démystification des pratiques agro-écologiques et ont souligné la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les autorités locales aux fins de s'assurer de suffisamment "d'adhésion".

Les outils d'évaluation des phénomènes de DDTs et de la GDT: Cette session a été co-présidée par Laura Erika Meza, FAO, et Simone Quatrini, MM. Isabelle Providoli, WOCAT, a expliqué comment WOCAT a élaboré des outils et méthodes normalisées permettant de compiler et d'évaluer les données biophysiques et socio-économique disponibles, et le rôle de ces outils dans l'évaluation des effets sur la gestion durable des terres, aux niveaux national, régional et mondial. Carla Ximena Salinas, Centre de l'eau pour les zones arides et semi-arides d'Amérique latine et des Caraïbes, a parlé de l'élaboration d'un modèle de scénario pour l'évaluation de l'impact des stratégies d'atténuation et de lutte contre la dégradation des terres soutenues par les institutions chiliennes chargées de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture.

Maarten de Boever, Université de Gand, Belgique, a présenté un projet de reforestation mené en Tunisie, utilisant des plantations d'acacias pour agir comme "arbres allaitants", et a parlé de la mise en place d'un outil permettant d'évaluer l'impact de ces plantations sur le bilan hydrique des sols et sur les taux d'évaporation des apports d'eau ("verts"). Prem Bindraban, ISRIC-World Soil Information, Pays-Bas, a parlé des efforts fournis par son organisation en vue d'élaborer une méthodologie permettant d'intégrer les connaissances de diverses disciplines pour produire des estimations quantitatives de la dégradation des sols et des pertes globales du fonctionnement des écosystèmes. German Kust, Moscow Lomonosov State University, Fédération de Russie, a parlé de la surveillance de la désertification et de la cartographie de la ceinture semi-aride méridionale de la Russie, réalisée en utilisant des méthodes fondées sur des approches de la Convention et de l'imagerie par satellite. Ine Vandecasteele, Institut pour l'environnement et le développement durable, a parlé de la cartographie des prélèvements paneuropéens actuels et prévisionnels des eaux d'ici 2030 qui permet de prévoir les contraintes en matière d'eau par région et l'impact qu'elles auront sur l'approvisionnement sur les différents secteurs.

L'analyse des politiques et de bons exemples: Emmanuelle Quillérou, UNU-INWEH, a parlé de la façon dont les services écosystémiques fournis par les terres ont été évalués économiquement à ce jour, précisant que les évaluations sont traditionnellement fondées sur la valeur des utilisations directes ou indirectes et sur la valeur des aspects non-utilisés, la prise en considération de ces valeurs étant fondée sur leurs services d'approvisionnement, leurs régulations et leurs services culturels. Elle a proposé deux alternatives: l'une consistant en la prise en considération de la valeur économique totale en tant que somme socialement pondérée de valeurs écosystémiques estimées individuellement; et l'autre, consistant en la fourniture d'une estimation directe de la valeur économique totale, en utilisant soit l'évaluation contingente soit une modélisation des options offertes.

Graham von Maltitz, Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, Afrique du Sud, a parlé du processus décennal pour la création d'un fonds des terres arides pour les projets de GDT en Afrique du Sud. Il a précisé que les enseignements tirés comprennent: le fait que le processus est lent; qu'il repose sur des personnes engagées et dévouées; que pour accéder à l'argent il faut dépenser de l'argent; que les audits ont propres; que l'intégrité et la sécurité financière sont essentielles; que le secteur privé a besoin de voir les avantages; et que la bonne science est requise.

Marcela Bergo Davanso, ministère de l'environnement, Brésil, a parlé des trois phases à travers lesquelles le Brésil a cherché à mettre en œuvre la Convention. Elle a indiqué que la phase actuelle, qui a débuté en 2011, vise à renforcer la gestion participative et à établir une stratégie financière intégrée pour la lutte contre la dégradation des terres. Elena Abraham, IADIZA, a parlé de l'élaboration et de la mise en marche de l'Observatoire national de la dégradation des terres et de la désertification, qui, entre autres objectifs, vise à soutenir la prise de décision dans le domaine de la gestion des terres ainsi que le suivi biophysique et socio-économique et l'évaluation de la dégradation des terres.

LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE: Vendredi, le président du Comité scientifique consultatif pour la 2^{ème} Conférence scientifique, Jonathan Davies, s'est félicité des progrès accomplis à la Conférence, indiquant que les discussions ont souligné: que

l'ampleur de la menace posée par les phénomènes de DDTs présente à la fois l'occasion de susciter davantage l'engagement scientifique et l'investissement, mais également les vrais défis devant être relevés par les utilisateurs des terres; qu'il existe suffisamment d'éléments empiriques prouvant que les coûts de l'inaction sont largement plus importants que ceux de l'action; et que la collaboration scientifique interdisciplinaire est en train de contribuer à la mise au point de nouveaux outils de mesure intégrative permettant de mieux faire face à la complexité des phénomènes de DDTs. Davies a signalé en outre que le format hybride de la conférence a amélioré les interactions entre les scientifiques et les décideurs politiques, et a appelé à faire de ce format un mécanisme de dialogue "permanent" pour rehausser le profil des problèmes de DDTs et pour mobiliser un soutien mondial plus important en faveur des activités de la CLD.

Walter Ammann, GRF de Davos, a décrit les prochaines étapes de la finalisation des résultats de la conférence. Il a indiqué que le rapport préliminaire a été téléchargé sur le site de la Convention le 15 avril 2013, et qu'il y sera disponible pour consultation jusqu'au 30 avril 2013, date à laquelle il sera transmis au comité scientifique consultatif pour son parachèvement. Il a également invité les délégués à remplir un questionnaire électronique indépendant pour contribuer à l'organisation de la 3^e Conférence scientifique qui, a-t-il indiqué, se tiendrait fin 2014.

Dans ses remarques de clôture, le Secrétaire exécutif de la CLD, Gnacadja, s'est félicité des progrès accomplis à la conférence, soulignant toutefois le besoin de travailler davantage pour combler les lacunes méthodologiques et construire une base de connaissances solides sur la façon de lutter contre les phénomènes de DDTs en vue de réussir l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

Le président du CST, Magalhães, a déclaré qu'il existe une logique à la base de la série de conférences scientifiques de la Convention, précisant que la 1^{ère} Conférence scientifique avait porté sur des thèmes conceptuels sur l'évolution des phénomènes de DDTs, que la deuxième avait, elle, porté sur les aspects économiques des phénomènes de DDTs, et que cette troisième était consacrée à l'examen des politiques de lutte contre les phénomènes de DDTs pour la réduction de la pauvreté et le développement durable. Il a remercié les organisateurs de la 2^e Conférence scientifique pour l'étendue de la portée et pour la participation de haut niveau, ainsi que les jeunes chercheurs issus de différentes disciplines. Il a affirmé que l'événement constituera un point de référence important pour le processus de connaissance de la CLD, qu'il a approfondi les connaissances sur les impacts, les coûts et les avantages des politiques de lutte contre les phénomènes de DDTs, et que ses résultats contribueront aux discussions qui auront lieu à la prochaine CdP. Le président du CST, Magalhães, a clôturé la 2^e Conférence scientifique à 12:42.

SÉANCE DE CLÔTURE DE LA CST S-3

Vendredi après-midi, le Secrétariat de la Convention a présenté le rapport concernant le travail d'affinement opéré sur l'ensemble des indicateurs d'impact intéressant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 (ICCD/CST(S-3)/5). Gunilla Bjorklund (Suède), présidente du Groupe consultatif spécial d'experts techniques (AGTE) sur l'affinement des indicateurs, a décrit le mandat du Groupe et le délai des travaux, qui engloberont un examen par les pairs, "interne", qui se poursuivra jusqu'à fin mai, des consultations, durant le mois d'avril, avec les

correspondants nationaux (CN) et les correspondants des science et technologie (CST), la finalisation du document par l'équipe éditoriale, en mai, et un examen par les pairs, externe, au cours des mois de juin et juillet.

Geertrui Louwagie, membre d'AGTE (Danemark), a présenté les recommandations préliminaires du Groupe du CST (ICCD/CST(S-3)L.4), qui comprennent, entre autres, ce qui suit:

- l'utilisation plutôt du terme indicateurs de « progrès » que du terme indicateurs « d'impact »;
- la poursuite plutôt de l'harmonisation que la normalisation;
- la délimitation des zones touchées à travers une approche en trois vagues comme condition préalable au suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la CLD;
- la poursuite de l'affinement de l'ensemble des indicateurs provisoires proposés initialement dans la décision 17/COP.9 et améliorés dans la décision 19/COP.10, aux fins de produire l'ensemble minimal mentionné dans leur rapport;
- la complémentation de ces indicateurs par des données pertinentes aux niveaux régional, national et/ou local, et par les indicateurs désignés par le Groupe comme étant des « indicateurs narratifs ».

L'Argentine a suggéré d'utiliser plutôt un indicateur de la pauvreté structurelle qu'un indicateur portant sur le niveau de revenu, entre autres indicateurs minimaux, et a fait part de sa crainte de voir l'adoption du terme proposé, « indicateurs de progrès » donner lieu à une confusion avec certains indicateurs retenus pour l'évaluation du rendement et l'évaluation des Systèmes de mise en œuvre (PRAIS). Le membre d'AGTE, Puigdefabregas Juan (Espagne), a répondu que l'élaboration de rapports sur la pauvreté structurelle peut être tout aussi complexe que l'élaboration de rapports sur le revenu, déclarant toutefois que le Groupe allait tenir compte de la suggestion. Le délégué des Etats-Unis a proposé de réduire la liste des indicateurs avancés, compte tenu de la limite du financement actuellement disponible pour l'élaboration des rapports. La Chine a souligné l'importance de la détermination des régions ou zones touchées. Le Japon a mis l'accent sur le besoin de déterminer un moyen de délimiter, de manière opérationnelle, les zones touchées. La Thaïlande a proposé d'ajouter un indicateur de l'état des ressources mondiales en eau. Le délégué des Etats-Unis a demandé si une analyse du rapport coût-bénéfice des données qui seront recueillies à travers les indicateurs est envisagée, et s'il n'est pas plus rentable d'essayer de réaliser les trois objectifs à partir des sources des données mondiales disponibles. Le Honduras a demandé si une harmonisation est envisageable avec les rapports des autres Conventions de Rio.

Le président du CST, Magalhães, a ensuite invité les délégués à examiner les recommandations de l'AGTE. Il a indiqué qu'elles seront annexées au rapport de la CST S-3 et, qu'en outre, elles seront publiées en annexe au document de la CRIC 11, ICCD/CRIC(11)/14, et présentées par le président de l'AGTE à la CRIC 11. Les délégués ont approuvé.

Le président Magalhães devait ensuite présenter le rapport sur l'état d'avancement des préparatifs de la 3^{ème} Conférence scientifique de la CLD, « Lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable: contribution de la science, de la technologie, des savoirs et pratiques traditionnels » (ICCD/CST(S-3)/4). Richard Escadafal, s'exprimant au nom du Consortium des savoirs scientifique et traditionnel pour le développement durable (STK4SD), a remercié le Bureau du CST pour la sélection du Consortium pour l'organisation de la 3^{ème} Conférence scientifique. Il a expliqué que le STK4SD réunit cinq grands réseaux et institutions internationaux:

Agropolicy, DesertNet International, le Consortium du GCRAI, l'Observatoire du Sahel et du Sahara, l'IADIZA et l'Académie chinoise de foresterie. Il a signalé que d'autres institutions ont manifesté leur intérêt à prendre part à la 3^{ème} Conférence scientifique.

Le président Magalhães a ensuite invité le représentant de GRF Davos à présenter le rapport de synthèse préliminaire et les recommandations de la Conférence scientifique de la 2^{ème} CLD (ICCD/CST(S-3)/L.2). Le projet de document donne un aperçu du contexte et des justificatifs de l'amélioration de l'interaction des pratiques scientifiques et politiques dans le domaine de la lutte contre les phénomènes de DDTs, soulignant l'existence d'un large consensus autour du fait que les effets des phénomènes de DDTs sont mal pris en compte dans les programmes politiques aux niveaux mondial, régional et national. Il a indiqué, en outre, que la base de données sur l'économie des DDTs s'est rapidement améliorée le long des trois dernières années, mais qu'elle doit s'élargir encore davantage. Le document énonce certaines mesures visant à améliorer les connaissances scientifiques et techniques, et comporte des recommandations précises pour la mise en place de politiques et la mise au point d'outils, de méthodologies scientifiques et de programmes de vulgarisation.

En réponse au projet de document final, l'Algérie et le Kirghizistan ont remis en question l'introduction d'une terminologie qui n'est pas conforme aux formulations convenues dans le document final de Rio+20, mentionnant le terme « zéro net dégradation des terres ». L'Algérie a souhaité voir ce document être examiné par des experts juridiques et adapté de manière à être en conformité avec les formulations retenues à Rio. Se référant à un paragraphe du projet de document final, qui stipule que la Conférence scientifique encourage la CLD à faciliter la mise en place d'une « Plate-forme multidisciplinaire pour la lutte contre la dégradation des terres et des sols et la désertification et pour la gestion durable des terres », la Norvège, l'UE et le Japon ont déclaré être opposés à la création d'une institution scientifique distincte de la Convention et ont proposé la fourniture d'efforts pour présenter des demandes de données à la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), signalant qu'elle est actuellement en train d'élaborer son programme de travail. L'UE a déclaré que la référence ne rendait pas compte des discussions qui ont eu lieu au cours de la Conférence. Ammann a déclaré que le but n'était pas de prescrire la forme que devrait prendre l'organe, mais d'éviter le ralentissement du dynamisme entre les conférences, par la poursuite de la collaboration interdisciplinaire.

L'UE a salué la contribution de l'initiative EDT à la quantification des coûts et avantages de l'investissement dans la GDT, mais a souligné que les politiques de GDT doivent être adaptées au contexte. Le délégué s'est également félicité du thème de la 3^{ème} Conférence scientifique, suggérant toutefois l'octroi d'une attention au calendrier et au séquençage des conférences scientifiques.

Le Nigeria a appelé à des messages plus clairs pour les décideurs au niveau national, dans le rapport final, tandis que le Kirghizistan a fait part de sa crainte que les principaux documents de référence n'aient pas été traduits dans toutes les langues des Nations Unies. Le Brésil, au nom de l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), avec le Japon, a appelé à la coordination des débats de la Conférence scientifique avec des thèmes figurant à l'ordre du jour du CST. Le groupe ALC a en outre souligné la nécessité d'une représentation équitable des groupes régionaux au sein des organes du CST et a appelé à l'organisation de conférences scientifiques au niveau régional.

En réponse à une demande d'autres observations concernant le projet de rapport final, l'UE a réitéré son opposition à l'insertion de la formulation concernant la "plate-forme", et l'Algérie a réitéré son opposition à toutes les références "zéro" dans le texte. Le CST a ensuite pris note du document ICCD/CST(S-3)/L.2, ainsi que des observations formulées par les délégués, et a décidé: d'émettre le document en annexe au rapport de la troisième session extraordinaire du CST; d'envoyer aux parties des lettres transmettant les résultats préliminaires; puis, après réception des réactions des parties, d'élaborer un document de pré-session pour examen par le Comité, à sa onzième session, et enfin, de demander au GRF de Davos et au Comité scientifique consultatif d'élaborer le document final proprement dit, qui sera publié sous forme de document d'information pour la 11^e session du CST.

Le président du groupe de contact ouvert à tous, Ahmed Virk (Pakistan), a ensuite introduit le document présentant les résultats de l'examen des données scientifiques fournies par les Parties et autres entités déclarantes (ICCD/CST(S-3)/L.3), effectué par le groupe de contact. Il a précisé que le document est une compilation sommaire des idées, suggestions et propositions avancées par les diverses délégations. Les actions proposées sont:

- rendre le portail de PRAIS plus convivial;
- encourager les pays touchés parties à soumettre leur rapport et/ou modifier les réponses concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3, même après la date limite officielle, aux fins d'élargir les bases de données de référence et de permettre l'analyse des évolutions futures;
- inviter les pays touchés parties à faire davantage usage des données émanant des institutions des Nations Unies et d'autres sources internationales;
- inviter les partenaires au développement et le FEM à envisager d'étendre l'aide technique et financière au domaine du renforcement des capacités des pays touchés en matière d'élaboration des rapports sur les indicateurs d'impact aux fins, entre autres, d'harmoniser les définitions et méthodologies qui seront utilisées au niveau national;
- inviter les institutions internationales et régionales et les organismes et les partenaires pertinents disposant d'une expertise dans le suivi et l'évaluation des phénomènes de DDTs à soutenir les parties et les régions à combler les lacunes en matière de données nécessaires à l'établissement des rapports;
- examiner la documentation pertinente et les efforts continus, tels que le Nouvel Atlas mondial de la désertification;
- améliorer le modèle des rapports et élaborer davantage le manuel de l'établissement des rapports;
- encourager les pays touchés parties à utiliser une approche cohérente et commune dans la délimitation des zones touchées, en tenant compte des résultats fournis par le AGTE;
- envisager d'autres efforts visant à accroître les données spatiales concernant la pauvreté dans les zones touchées;
- adopter les grands types d'occupation des sols, sur la base des systèmes de classification déjà établis et reconnus à l'échelle mondiale, pour servir aux pays touchés parties à établir leurs rapports sur l'état de l'occupation des sols;
- présenter une déclaration sur les pays qui envisagent l'utilisation d'une méthodologie commune pour l'établissement des rapports sur la productivité des terres, en se basant sur les ensembles de données prêts à l'emploi, reconnus à l'échelle internationale;
- déterminer l'indicateur (les indicateurs) obligatoire (s) applicable (s) à l'objectif stratégique 3, pour le prochain cycle de communication des données; et

- compléter, de façon systématique, l'ensemble minimal d'indicateurs harmonisé au niveau mondial, par les données et indicateurs pertinents aux niveaux régional, national et/ou local.

L'Erythrée a signalé que le rapport ne contient pas de recommandations formelles du groupe de contact. Virk a répondu que le groupe a eu un long débat au sujet des recommandations particulières à émettre, et bien qu'elles ne figurent pas dans un ensemble distinct, un certain nombre est énoncé dans le texte du rapport.

Le Comité a pris note du document final du groupe de contact, et a décidé qu'il devrait être émis à la fois en tant que partie intégrante du rapport de la troisième session extraordinaire du CST et comme annexe au document du CRIC, ICCD/CRIC(11)/9, pour présentation à la CRIC 11 par le président du CST.

Le rapporteur, Stefan Sommer, a présenté le rapport du CST, (ICCD/CST(S-3)/L.1). L'UE a pris note de la contribution de la 2^{ème} Conférence Scientifique et a appelé à des travaux préparatoires sur la façon d'intégrer, plus efficacement, les contributions scientifiques dans la mise en œuvre de la Convention, y compris par la réalisation de plus grandes synergies avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'IPBES. Se félicitant des progrès accomplis par AGTE dans l'élaboration des indicateurs d'impact, il a appelé à des recommandations plus ciblées permettant de guider les discussions qui se tiendront à la CdP 11 sur le processus de communication des données. Les délégués ont ensuite adopté le rapport.

Dans ses remarques finales, le Secrétaire exécutif, Gnacadja, a indiqué que le Secrétariat transmettra les résultats de cette réunion à la CdP 11 pour examen final, et continuera à travailler avec le Bureau à s'assurer que les contributions des délégués y figurent bien. Après une déclaration, donnée par une institution de la société civile (ISC), soutenant un rôle pour la CLD dans l'élargissement des approches agro-écologiques testées sur le terrain, avec la collaboration des associations d'agriculteurs et d'autres ISC, le président Magalhães a clôturé la réunion à 18h35.

BREVE ANALYSE DE LA CST S-3 ET DE LA 2^{ÈME} CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE

CONTRIBUTIONS SCIENTIFIQUE MULTIPARTITES: ADAPTATION DES ENSEIGNEMENTS TIRES DES ZONES ARIDES

Gestion axée sur la résilience. Approches intégrées et zones multifocales. Recherche sur des applications ciblées, prenant appui sur les connaissances locales et l'élargissement des bonnes pratiques locales. Création de partenariats et reconnaissance du rôle des parrains de projets spécifiques.

Les exposés présentés à la deuxième Conférence scientifique de la CLD ont, l'un à la suite de l'autre, révélé l'ampleur des travaux de recherche en cours et l'expérience en matière de mise en œuvre dans le domaine de la régénération des terres dégradées et l'amplification des bonnes pratiques dans les zones arides. Des participants ont souligné qu'il est approprié de voir les preuves découlant des travaux menés au niveau local venir éclairer les politiques de la CLD, convention à processus "ascendant". A la clôture de la conférence, beaucoup ont souligné que le vrai défi résidait dans la question de savoir comment traduire ces connaissances en conseils ciblés pour les intervenants agissant aux divers niveaux.

Certains ont souligné que ce défi est relié aux problèmes avec lesquels la CLD est aux prises, dans ses efforts d'apporter davantage de données scientifiques pour soutenir le travail du CST et de la CdP, fixant le regard sur les discussions menées autour des enseignements appris sur le terrain pour l'obtention de conseils sur les voies et moyens d'aller de l'avant. Les enseignements relatifs à la mise en œuvre dans les zones arides, présentés au cours de la conférence, pourraient-ils s'appliquer aussi à la conférence elle-même?

Certains ont établi un lien entre les appels à des applications ciblées des connaissances et les conseils concernant les partenariats. "Les partenariats ont besoin d'un but", a-t-on dit aux participants à la 2^{ème} Conférence scientifique. Et pour trouver le but, une analyse des lacunes doit être menée. Quel est l'élément manquant que le partenariat peut apporter? Les participants ont exprimé un grand intérêt à la fois pour le cadre du "partenariat" entre les scientifiques et le CST et pour la manière dont ce conseil scientifique pourrait améliorer le travail de la CdP. Cette brève analyse explore comment les enseignements de la conférence concernant la gestion axée sur la résilience et les approches intégrées pourraient s'appliquer aux questions soulevées au cours du CST et de la 2^{ème} Conférence scientifique.

GESTION AXÉE SUR LA RÉSILIENCE

Un certain nombre de conférenciers a rappelé aux participants que le changement est inévitable. L'un d'eux a présenté une proposition de stratégie visant à faire face à cette situation sur le terrain. L'adoption d'une approche de gestion axée sur la résilience mettrait l'accent sur "l'adoption de trajectoires permettant d'éviter les modifications indésirables et, notamment la réduction du nombre de possibilités d'action". Dans le cas du format consistant à fournir des avis scientifiques aux Parties à la Convention, les participants qui se souvenaient du CST avant sa huitième session, ont convenu que le changement était non seulement inévitable, mais qu'il fallait compter avec. Les deux conférences scientifiques ont rempli les salles de réunion de scientifiques. Les participants à la 2^{ème} Conférence scientifique, notamment, ont bien remarqué l'enthousiasme avec lequel les scientifiques ont présenté leurs exposés. Ces derniers ont prêté que les participants, à Bonn, ont appris de ces exposés, mais qu'un avantage plus important de la réunion pourrait être que les scientifiques ont sans doute appris à propos des questions concernant l'application de la CLD et qu'ils peuvent concentrer davantage les recherches sur ces questions.

D'une conférence scientifique à l'autre, le format évolutif rendait compte des efforts consistant à faire plus "qu'adopter des trajectoires", même si beaucoup admettaient que la vraie bonne formule restait insaisissable. Comme l'a déclaré à la séance de clôture, Walter Ammann, directeur général du Global Risk Forum (GRF) de Davos, partenaire de l'organisation de la 2^{ème} Conférence Scientifique, l'organisation d'une conférence nécessite de la résilience dans la volonté "d'aller de l'avant", et plusieurs conférences peuvent être nécessaires avant que le format idéal soit trouvé. La 1^{ère} Conférence scientifique s'était entièrement concentrée sur des documents blancs à l'élaboration desquels des scientifiques avaient contribué avant l'événement, et s'était déroulée uniquement en séances plénières. Les participants à cette première manifestation ont fait l'effort de dégager et de s'entendre sur des recommandations de pertinence

politique, dont le CST a "pris note". Les délégués présents à la réunion du CST, à laquelle la 1^{ère} Conférence scientifique a été intégrée, avaient souligné que les recommandations de la Conférence scientifique n'étaient pas directement liées à l'ordre du jour du CST, en raison du fait qu'il n'y avait pas de mandat clair de la part du CST ou de la CdP concernant le résultat attendu de la conférence.

La 2^{ème} Conférence scientifique a également été soutenue par des livres blancs, mais les conférenciers dans les sessions parallèles ont parlé de leurs propres travaux sur des sujets qui étaient en rapport avec le sujet thématique de la réunion mais pas uniquement axés dessus. A la fin de la CST S-3, dans laquelle la 2^e Conférence scientifique a été intégrée, un certain nombre de délégués au CST ont suggéré que les discussions de la 3^e Conférence scientifique se concentrent sur les questions figurant à l'ordre du jour du CST. Certains participants se sont demandé, en privé, si la conférence scientifique avait besoin d'être intégrée dans une session du CST et, en particulier, si le modèle de scientifiques présentant leurs travaux devait être maintenu. D'autres ont présenté le fait que la réunion ait été intégrée dans celle du CST, comme étant son trait distinctif, et ont suggéré que les liens entre les deux manifestations devaient être développés davantage – le calendrier de la CST S-3 n'a pas laissé, à ses Correspondants pour la science et la technologie (STC) le temps de discuter officiellement de la manière dont les procédures de la Conférence scientifique pouvaient être appliquées aux travaux du CST. Des évaluations de la conférence sont déjà en cours, dans le cadre d'un effort visant à éclairer les décisions à « adopter » le format et à maintenir sa "marche vers l'avant". Le "partenariat" entre le CST et la Conférence scientifique n'a pas encore créé de passerelles entre les découvertes scientifiques internationales et les recommandations politiques intergouvernementales destinées à la CdP, bien que certains à Bonn, aient estimé que la marche allait dans la bonne direction.

APPROCHES INTÉGRÉES ET MULTIFOCALES

Dans nombre de réunions parallèles les participants ont été édifiés sur l'importance des approches intégrées et multifocales pour l'obtention de résultats. Ils ont souligné les liens entre les différentes questions et la nécessité de reconnaître et d'intégrer ces liens dans les projets. Des conférenciers ont parlé de la façon dont la sécurité de la propriété foncière, de l'eau et de l'alimentation influait sur les efforts d'adaptation au changement climatique, par exemple. Le Conférencier d'honneur, ancien président de la Finlande et président du Global Sustainability Panel, Tarja Halonen, a souligné que la gestion durable des terres peut s'avérer un outil des plus importants pour l'éradication de la pauvreté.

Comment la communauté scientifique doit-elle s'y prendre pour élaborer une vision intégrée de la gestion durable des terres sur une base régulière et pour avoir un impact sur le processus décisionnel au plus haut niveau? Ce défi a été évoqué dans les couloirs par rapport à un autre type d'organe scientifique. Certains espéraient voir un comité ou une plate-forme scientifique international être dans les cartes de la CLD bientôt, mais le bref échange qui a eu lieu à la clôture de la plénière de la CST S-3 a laissé voir que d'autres ne sont pas prêts à se focaliser sur les voies et moyens d'intégrer les questions liées à la terre dans le programme de travail du bien établi Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et dans l'étape

de l'établissement du programme de l'IPBES. D'autres encore ont examiné la question de savoir s'il était possible d'ouvrir une nouvelle façon d'apporter des conseils scientifiques judicieux pour répondre aux questions des parties, à travers quelque approche plus modulaire ou hybride.

Les réunions des annexes régionales de mise en œuvre, qui ont eu lieu l'après-midi du vendredi 12 et la journée du samedi 13 avril, devaient être informées des travaux en cours du Groupe de travail spécial, pour poursuivre la discussion des possibilités de fournir des avis scientifiques axés sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (GSAS), qui présentera des recommandations concernant cette question à la onzième réunion du CST, prévue plus tard en 2013. Le mandat du GSAS stipule que les options envisagées à ce stade comprennent: l'utilisation des réseaux scientifiques disponibles; la création d'un nouveau réseau scientifique axé sur des thèmes spécifiques; l'utilisation des mécanismes consultatifs scientifiques intergouvernementaux qui existent; et l'établissement d'un nouveau comité scientifique intergouvernemental sur les terres et les sols. Un certain nombre d'intervenants à Bonn ont proposé qu'une composante régionale soit envisagée dans le panier des options. Au cours de la conférence scientifique, par exemple, un contributeur a identifié le niveau régional comme étant le "chaînon manquant" et a appelé à mettre davantage l'accent sur le renforcement des groupes régionaux pour l'amélioration des échanges de connaissances et de l'action concertée dans le domaine de la gestion durable des terres. Les délégués à la CLD examineront des questions sur le rôle de ces "partenariats" potentiels et les lacunes qu'ils combleront, lorsqu'ils en viendront à évaluer les prochaines étapes de la fourniture d'avis scientifiques.

VALORISATION DES PARTENARIATS

Maintenant que la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD est terminée et que les participants sont en train de digérer ce qu'ils ont appris sur la recherche et sur la réalité du terrain, une question demeure, la CLD at-elle été éclairée? La conférence a ouvert une fenêtre sur le travail qui est mené à tous les niveaux-local, national, sous-régional, régional et, dans certains cas, international. La recherche scientifique et les bonnes pratiques sont en cours de développement et peuvent contribuer à l'inversion de la dégradation des terres et à réhabiliter les terres dégradées. Elles peuvent aider au développement socioéconomique. Dans un sens, la Conférence scientifique a atteint son but.

Pourtant, le partage des connaissances qui a eu lieu à la réunion est resté déconnecté des questions figurant à l'ordre du jour du CST. Les problèmes avec lesquels la CLD est aux prises, dans le domaine de l'apport davantage de science aux travaux du CST et de la CdP peuvent être examinés à la lueur de la recherche menée sur les problèmes vécus sur le terrain, pour trouver un mécanisme permettant de traduire la science et les bonnes pratiques en politiques qui fonctionnent, qui impliquent les communautés locales, les scientifiques et d'autres partenariats et qui fait une différence sur le terrain, où vies humaines et moyens d'existence sont en jeu. D'autres évaluations des lacunes que le partenariat entre la Conférence scientifique et le CST cherche à combler, pourraient également tirer avantage de l'intégration des concepts issus du thème de l'organisation de la 2^{ème} Conférence scientifique: 'Aspects économiques de la dégradation des terres'. Les acteurs entrent

dans des partenariats fondés sur des analyses implicites ou explicites des coûts-avantages-les avantages du comblement des lacunes que le partenariat cherche à réaliser dépassent-ils les coûts du maintien au sein de ce partenariat? Certains ont utilisé ce type d'argument pour plaider en faveur de la création d'un groupe d'experts scientifiques, affirmant que ses coûts pourraient être dans la fourchette de ce qui est dépensé pour la tenue des conférences scientifiques. Les avantages d'une conférence scientifique ne sont pas immédiatement mesurables, il faudra du temps pour voir comment les programmes des chercheurs pourraient être influencés par leur exposition à l'ordre du jour de la CLD, et les concepts partagés devront être examinés dans le cadre des préparatifs de la CdP aux niveaux national, régional et sous-régional, avant qu'ils puissent influencer sur les décisions des parties. Pour chacun des acteurs impliqués, les périodes de récupération et les taux d'actualisation seront différents, ce qui n'est pas pour diminuer l'urgence et simplifier les choses, à l'heure où les 194 parties de la CLD travaillent à l'intégration des enseignements tirés des terres arides dans les décisions au niveau intergouvernemental, et à l'adoption de politiques remplaçant les actions entreprises dans les zones arides sur une trajectoire positive.

RÉUNIONS A VENIR

Edition 2013 du Forum mondial de la terre et Assemblée des membres: Organisée tous les deux ans par l'International Land Coalition (ILC), la réunion de 2013 se penchera sur le thème « Gouvernance territoriale inclusive et durable pour la sécurité alimentaire », et mettra l'accent sur: l'avenir de l'agriculture familiale et la dimension géo-politique de l'économie alimentaire, l'accès à la terre et l'accaparement des terres, les territoires des peuples autochtones, les institutions foncières efficaces, les aspects environnementaux des différends territoriaux, les données ouvertes, le suivi et la reddition de comptes, et, l'apprentissage et le renforcement de l'action collective. **dates:** 23-26 avril 2013 **lieu:** Antigua, Guatemala **contact:** ILC Secretariat **téléphone:** +39 06 5459 2445 **télécopie:** +39 06 5459 3445 **courriel:** info@landcoalition.org **www:** <http://www.landcoalition.org/events/global-land-forum-and-assembly-members-2013-inclusive-and-sustainable-territorial-governance->

Piégeage du carbone du sol: Solution pour les services climatiques, de sécurité alimentaire et écosystémiques: Cette conférence passera en revue l'état de la science et les besoins en nouvelles connaissances et examinera, entre autres, l'utilisation des terres et les pratiques de restauration des sols; la manière de vérifier le piégeage du carbone et les liens avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres objectifs, accords et négociations d'ordre mondial, ainsi que les voies et moyens d'accroître les apports financiers liés au climat et à la mise en valeur des terres et restauration des sols. Les organisateurs sont la Commission européenne, le Partenariat mondial pour les sols et l'Université des Nations Unies. **dates:** 26-29 mai 2013 **lieu:** Reykjavik, Islande **contact:** Organizing Committee **courriel:** arna@land.is **www:** <http://www.fao.org/globalsoilpartnership/events/detail/en/c/154385/>

Edition 2013 de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification: Cette journée est célébrée chaque année le 17 Juin, en commémoration de la conclusion des négociations sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la

désertification. Le thème de cette année, la sécheresse et la pénurie d'eau, assorti du slogan « Ne laissez pas notre avenir se tarir », tient compte du fait que 2013 est aussi l'Année internationale de la coopération pour l'eau. La Journée mondiale de la lutte contre la désertification, 2013, vise à sensibiliser la population aux risques que posent la sécheresse et la pénurie d'eau dans les zones arides et au-delà, et à attirer l'attention sur l'importance du maintien de la santé des sols dans le cadre du programme post-Rio+20 et du programme de développement post-2015. **date:** 17 juin 2013 **contact:** UNCCD Secretariat **téléphone:** +49-228 815-2800 **télécopie:** +49-228 815-2898 **courriel:** arce@unccd.int **www:** <http://www.unccd.int/en/programmes/Event-and-campaigns/WDCD/WDCD2013/Pages/default.aspx?HighlightID=168>

Sixième Conférence Internationale sur le partenariat pour les services écosystémiques: Le but de cette conférence est d'échanger des expériences et d'apprendre sur l'application pratique du concept des « services écosystémiques », y compris l'identification des principales incitations fournies et des obstacles posés, et la suggestion de solutions pratiques aux principaux problèmes. La conférence est organisée en collaboration avec le Centre mondial de surveillance de la conservation, le Mécanisme mondial et l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, entre autres institutions. **dates:**

26-30 août 2013 **lieu:** Bali, Indonésie **contact:** Beria Leimona **courriel:** l.beria@cgiar.org **www:** http://www.espconference.org/ESP_Conference

Deuxième Semaine mondiale des sols, 2013: Cette manifestation se tiendra sous le thème « Sommes nous en train de perdre du terrain? » Elle est organisée par l'Institut d'études sur la durabilité (IASS), à Potsdam, Allemagne, et réunira des praticiens, des décideurs politiques, des scientifiques et des représentants d'institutions de la société civile pour partager les connaissances et expériences acquises sur les sols et les questions foncières et pour élaborer des plans visant à faire progresser l'agenda mondial du développement durable. Un appel à des propositions sera publié bientôt. **dates:** 27-31 octobre 2013 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** IASS Potsdam **téléphone:** +49 331-288223-00 **télécopie:** +49 331-288223-10 **courriel:** info@iass-potsdam.de **www:** <http://www.globalsoilweek.org/>

CDP 11, CST 11 et CRIC 12 DE LA CLD: La onzième session de la Conférence des Parties devrait se réunir au cours du dernier trimestre de 2013. La CST 11 et la CRIC 12 se tiendront en parallèle avec la CdP 11. **dates:** non encore annoncées **lieu:** à fixer **contact:** UNCCD Secretariat **téléphone:** +49-228-815-2800 **télécopie:** +49-228-815-2898 **courriel:** secretariat@unccd.int **www:** <http://www.unccd.int/>

GLOSSAIRE

AGTE	Groupe consultatif spécial d'experts techniques	IFPRI	Institut International de recherche sur les politiques alimentaires
BMZ	Ministère fédéral allemand de l'économie, de la coopération et du développement	IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
CARI	Centre d'Action et de Réalisation Internationales	IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MDP	Mécanisme de Développement Propre	IUCN	Union internationale pour la conservation de la Nature
CENESTA	Centre pour le développement durable	CCR	Centre Commun de Recherche (Commission européenne)
CDP	Conférence des Parties	ONG	Organisation non gouvernementale
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	PRAIS	Examen du rendement et évaluation des systèmes de mise en œuvre
CST	Comité de la Science et de la Technologie	GTD	Gestion durable des terres
DLDD	Désertification, dégradation des terres et sécheresse	STAP	Groupe consultatif scientifique et technique du FEM
EDT	Initiative 'Economie de la lutte contre la dégradation des terres'	CLD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FEM	Fonds mondial pour l'environnement	UNU-INWEH	Université des Nations Unies sur l'eau, l'environnement et la santé
GIZ	Agence Allemande de Coopération Internationale	USDA ARS	Département de l'Agriculture et des services de recherche agronomiques
MM	Mécanisme mondial	WOCAT	Panorama mondial des approches et technologies de conservation
GRF	Global Risk Forum	ZEF	Centre de recherches pour le développement
IADIZA	Institut argentin de recherche sur les zones arides	ZNDT	zéro net dégradation des terres
IAMM	Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier		
IPBES	Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques		